

CHRONIQUES

La Revue d'Informations des Communautés à la Base ★ Trimestriel Togolais Gratuit N° 002

DE LA BASE



Ministère du Développement à la Base,
de l'Artisanat, de la Jeunesse
et de l'Emploi des Jeunes

TOGO CELLULAIRE

3G

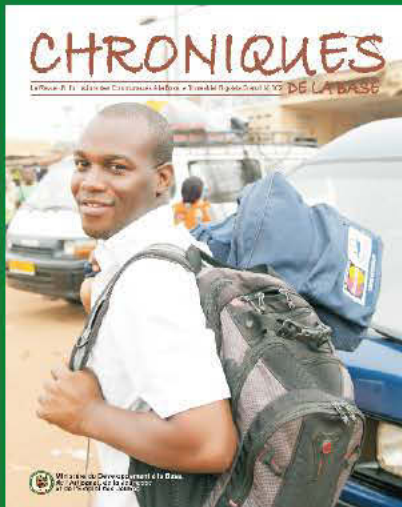
HAUT DÉBIT



DÉCOUVREZ CE QUE VEUT DIRE HAUT DÉBIT
INTERNET / MMS / WAP / MAIL / VISIOPHONIE / TÉLÉ VIDÉO SURVEILLANCE



LE LEADER



CHRONIQUES DE LA BASE

Récepissé N° 455/08/02/12/HAAC

Directrice de Publication
Victoire Tomégah Dogbé

Conseiller Editorial &
Directeur Artistique
Erick Kaglan

Conseil de Rédaction
Yawotse Vovor
Batinata Fakounafah
Erick Kaglan
Waké Singo
Charlotte Daklou

Articles & Photos
Erick Kaglan

Secrétariat de Rédaction
Rodolph Dzanna
Charlotte Daklou

Maquette & Infographie
Achille Gongo

Imprimerie
Groupe IPC Communication

Secrétariat de Distribution
Solange Tomégah

Distribution
Waké Singo
Kokou Owoussi
Brice Atana
Innocent Kegben

Tirage
5.000 exemplaires

Marketing
Victoire Tomégah Dogbé
Erick Kaglan

Comptabilité
Daniel Ayi
Ida Abalo

Contacts

00 228 22 61 07 40

00 228 90 38 18 37

chroniquesdelabase@gmail.com
Facebook/Chroniques de la Base

CITE OUA, Villa N° 37, Lomé Togo

SOMMAIRE

Voeux de Nouvel An du Chef de l'Etat 05

EDITORIAL

Passer à échelle 07

DOSSIER 1

JEUNESSE & EMPLOI DES JEUNES

Citoyenneté 10

Programme de Volontariat National 14

Programme Excellence Jeunes 24

Entreprenariat 26

Politique de l'Emploi des Jeunes 38

Trucs et Astuces 40

DOSSIER 2

DÉVELOPPEMENT À LA BASE

Activités Génératrices de Revenus 44

Microfinance 48

Projet de Développement Communautaire 54

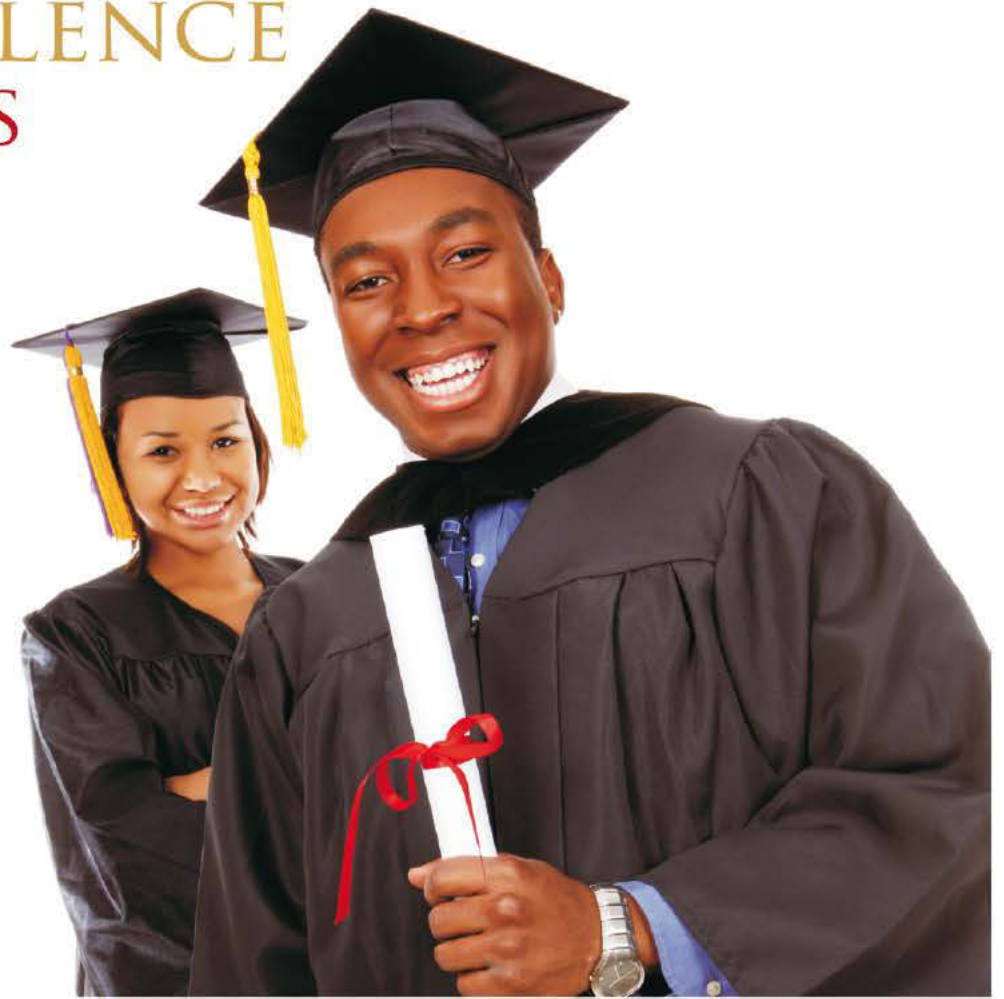
PSMICO 64

Plateformes Multifonctionnelles 76

Plantes à Racines et Tubercules 80



PROGRAMME EXCELLENCE JEUNES



OBJECTIF

Le Programme Excellence Jeunes a pour ambition d'identifier et de suivre de jeunes africains aux cursus scolaires prometteurs, de leur transmettre la culture de l'excellence afin qu'ils puissent incarner un nouveau modèle d'entrepreneurs africains avec une vision et une éthique commune.

OBJECTIF SPECIFIQUE

Accompagner les jeunes en matière d'éducation dans un programme conçu pour développer leurs sens de l'entrepreneuriat et du leadership, et leur volonté de servir l'Afrique.

**PROMOTION D'UNE NOUVELLE GENERATION
DE JEUNES LEADERS AFRICAINS**

www.resexcell.org

Vœux de Nouvel An
de S.E.M. Faure Gnassingbé,
Président de la République Togolaise

Rester mobilisés dans l'effort...



Togolaises, Togolais, mes chers compatriotes,

L'année 2011 s'achève (...), et je voudrais, avec vous, saisir ce moment privilégié pour rendre grâce à Dieu pour tous ses bienfaits, mais aussi, pour les épreuves qu'il nous a permis de surmonter. Je forme ainsi le vœu ardent que l'année 2012 en laquelle nous plaçons beaucoup d'espoir soit pour chacune et chacun d'entre vous, une nouvelle année de grâce et d'espérance.

Que 2012 apporte dans tous les foyers togolais, la santé, la paix du cœur et un mieux-être pour tous.

En cette occasion de joie partagée, je suis de cœur avec nos compatriotes qui sont malades et tous ceux qui vivent dans la peine, la solitude et la détresse. Que Dieu, dans son infinie bonté, leur apporte en 2012, un peu plus de réconfort, d'amitié et de chaleur humaine.

Mes chers compatriotes, l'entrée dans une nouvelle année est toujours un grand moment de retrouvailles et de communion dans les familles. Aussi, voudrais-je (...) avoir une pensée pour tous nos frères et sœurs que le devoir a gardés éloignés de leurs proches, du pays natal, et qui, sous la bannière de notre drapeau, se donnent corps et âme pour que la paix règne dans le monde.

Aux amis du Togo qui ont choisi de vivre avec nous et qui partagent nos joies et nos peines, je tiens à leur souhaiter une nouvelle année de succès et de prospérité, dans la paix

et la quiétude sur cette terre d'hospitalité qu'est notre cher Togo.

Mes chers compatriotes, grâce à vos efforts et à vos sacrifices, notre pays s'est remis depuis quelques années sur la voie du progrès.

En 2011, nous avons enregistré, en dépit de tout, de nouvelles avancées dans le domaine économique et social. Elles sont un motif d'encouragement. Mais, comme vous le savez, les avancées n'épuisent pas les défis.

Au cours de la nouvelle année qui commence, je vous invite donc à rester mobilisés dans l'effort, plus engagés et plus solidaires. Puissent nos efforts communs consolider en 2012 le processus de réconciliation nationale, la relance économique, le sens du partage, de la solidarité et de la cohésion nationale.

Je souhaite dans cette perspective que chacun connaisse le succès dans son domaine d'activité, dans la mission qui est la sienne. **Car la somme de vos succès individuels est un élément essentiel de notre réussite collective et de l'accomplissement de notre destinée commune en tant que nation.**

Sur ce, je réitère du fond du cœur, pour chacune et pour chacun d'entre vous, pour vos familles respectives, mes vœux ardents de santé, de paix et de bonheur.

Bonne et heureuse année 2012. Bonne fête dans vos foyers et que Dieu bénisse le Togo. ■



PROMOTION DU VOLONTARIAT NATIONAL AU TOGO



* ENGAGEMENT * DEVOUEMENT * SOLIDARITE * PROFESSIONNALISME *

Tous engagés pour le développement du Togo !

Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat,
de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

provonat.tg@gmail.com / Tel.: 22 20 25 61

Passer à échelle



Photo Enok Koglan

Par **Victoire Tomégah Dogbé***

Un voyage de mille kilomètres commence toujours par un premier pas, dit-on souvent. Et dès lors que l'on se met en route, seul compte le souci d'arriver à destination.

Depuis 2009, nous avons initié et conduit des actions dans nos villes et villages au profit des groupements, associations et comités de développement à la base, mais aussi de la jeunesse. L'année 2011 qui vient de s'achever nous a permis de marquer un grand bond en avant avec le lancement du Programme de Promotion du Volontariat National (PROVONAT) qui mobilise, pour la première fois dans notre pays, mille volontaires nationaux.

Notre ambition est de contribuer, par l'action d'une nouvelle jeunesse citoyenne, à la valorisation des compétences et ressources humaines disponibles dans notre pays et de réduire, ce faisant, le taux de chômage des jeunes.

Notre jeunesse est à bout de patience, et nous la comprenons. C'est le moment plus que jamais de trouver des solutions innovantes, et c'est ensemble que nous poursuivrons la réflexion entamée lors du premier Forum National de la Jeunesse d'avril dernier afin de la préparer à un avenir plus radieux.

Au titre de nos avancées en 2011, figure en bonne place le Programme Plateformes Multifonctionnelles (PTFM) qui est une version améliorée du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG).

L'énergie étant le moteur essentiel du développement, il nous a paru essentiel de lancer ce vaste programme dans le but de permettre aux communautés défavorisées de notre pays d'avoir accès aux services énergétiques et partant, aux services sociaux de base.

Les artisans étant au cœur de la mise en œuvre de ce programme, nous avons jugé utile en 2011 de doter notre pays d'un document de politique de l'artisanat et de lancer, dans la foulée, le Projet d'Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans (PIPJA) afin de redonner un nouveau souffle au secteur de l'artisanat dans notre pays.

Mais, comme l'a si bien souligné le Chef de l'Etat dans son message de vœux de nouvel an à la nation, les avancées n'épuisent pas les défis. **Nous devons passer à échelle ; faire en sorte que nous puissions, toujours par la dynamique participative, mais aussi avec le soutien de nos partenaires, consolider nos acquis et combler, chaque jour un peu plus, les attentes de nos jeunes frères et sœurs et de nos mères, en leur facilitant notamment l'accès au financement.**

Dans ce double numéro de notre périodique, vous trouverez des clés pour mieux comprendre et partager les préoccupations de notre jeunesse et de nos communautés à la base.

2012 s'annonce pleine de défis pour nous et je sais pouvoir compter sur tout un chacun pour les relever.

A toutes et à tous, je souhaite mes meilleurs vœux de bonheur les plus sincères et les plus chaleureux ■

*Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

DOSSIER 1

JEUNESSE & EMPLOI DES JEUNES

Citoyenneté

Des vacances plus citoyennes 10

Programme de Promotion du Volontariat National

Exit... 14

Programme Excellence Jeunes

“Nous souhaitons recréer chez les jeunes
l'esprit de compétition, de dépassement de soi et d'ambition pour
le Togo”: Co-promoteur du Programme Excellence Jeunes 24

Entreprenariat

Insertion professionnelle des jeunes artisans 26

Du microcrédit pour les jeunes 28

“D’ici quelques années, nous serons tous fiers
de parler d’un autre Togo”: Jeune de la diaspora 30

Armés par Songhaï 33

Politique de l’Emploi des Jeunes

Poser les jalons 38

Trucs & Astuces

Comment rédiger son projet (suite) 40

Citoyenneté

Des vacances plus citoyennes

Initié pour la première fois au cours des vacances scolaires 2010, le projet Vacances Utiles et Citoyennes est un projet qui s'impose au fil des ans. Il mobilise durant les vacances des associations de jeunes autour d'opérations d'assainissement de leurs milieux. Ces associations reçoivent au préalable des outils nécessaires devant leur permettre de mener ces opérations.

Les jeunes sont par ailleurs entretenus sur les valeurs citoyennes, la prise de conscience sur l'importance d'avoir un environnement sain, de même que la gestion de la vie en communauté.

Outre des opérations d'assainissement menées par des associations de jeunes, les vacances utiles et citoyennes mobilisent les 500 meilleurs élèves aux examens du BEPC et du BAC1 à travers respectivement une colonie de vacances et un camp chantier de reboisement, histoire de primer l'excellence et de promouvoir des valeurs morales et d'acceptation au sein de la jeunesse.

«Je crois que j'ai bossé dur, très dur pour totaliser une moyenne de 18,71. C'est ce qui m'a permis d'être ici à la colonie de Notsè», rappelle Consuela Koffi, 13 ans, visiblement fière d'elle.

«Je n'ai même plus envie de partir.

Si on pouvait prolonger, ce serait bien», confie Consuela, suggérant: «on peut ajouter encore 10 jours».

«C'est avec les amis que j'ai su ce que c'était vraiment la colonie. Les deux premiers jours, j'étais restée dans ma chambre. Je ne sortais pas. Mais avec les amis, maintenant, je me réintègre très bien. Secundo, les différentes activités qu'on a mises à notre profit comme l'art de récupération, les sandalettes, la fabrication de savon liquide ; j'ai même fait de jolies chaussures pour ma mère», ajoute la brillante élève du CEG la Fabienne, basée à Lomé.

«Il y a un vrai brassage culturel ici. Il y a les Ewés, les Kotokoli, les Kabyè ; je peux même dire qu'il y a tout le Togo ici»

«J'ai appris beaucoup de choses ici. Ce qui m'a vraiment ému, c'est l'ouverture des ateliers organisés à notre intention et moi, je fais partie de l'atelier de fabrication des filets. J'apprends à faire des filets de football, de volley-ball. Donc, moi je suis vraiment satisfait de cet atelier. Si on ajoutait un mois, ce serait mieux», renchérit de son côté Rodolpho Mawuli Sossou qui a décroché son BEPC à



Razakou Yorou, Estivant/ Colonie de Vacances de Notsè

Lomé avec une moyenne de 17,21 à l'âge de 14 ans.

Mathilde D. Madjoulba, 14 ans, première du Togo avec une moyenne de 19,43, avoue elle aussi avoir appris beaucoup de choses.

«J'ai appris à faire des tableaux, à crocheter, à décorer des sandalettes. Je me suis faite de nouveaux amis déjà d'abord dans le bus qui nous transportait à la colonie, puis ensuite au cours



Photo Erick Kaglan

Des estivants en classe de chants lors de la colonie de vacances à Notsè en août dernier

de notre séjour. Ces relations vont me servir parce qu'on dans le futur, on pourrait s'entraider. Grâce à ce qu'on a appris à cette colonie, je peux aujourd'hui offrir un tableau à un membre de ma famille ou à un ami qui fête son anniversaire», affirme la jeune élève.

Les estivants sont par ailleurs sensibilisés sur leurs droits et devoirs, les fléaux sociaux comme la drogue, les IST et le Vih/Sida. Ils ont également eu l'occasion de visiter pour la toute première fois des sites touristiques comme les Tata Tamberma à Koutammakou, premier paysage culturel inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Et ils ne sont pas près de l'oublier.

“A l'heure où notre pays s'engage dans un processus de réconciliation, il nous faut (...) favoriser le brassage entre les jeunes”

Victoire Tomégah Dogbé, Ministre de la Jeunesse

«Moi je suis contente d'avoir visité un lieu qu'on connaît juste dans les livres. Je l'ai un peu découvert et je compte en parler à Lomé», confie Falilatou Balogou, une estivante du camp chantier de Kara.

Occasion de brassage et d'échanges culturels, la colonie de vacances et le camp chantier de reboisement regroupent les estivants autour d'activités socio collectives comme le trico-

tage de nappes de tables, de rideaux, la tresse de filets de ballon de foot etc.

Parallèlement, les meilleurs élèves au BAC1, regroupés sur un autre site, sont initiés au reboisement des espaces communautaires. Environ 15.000 plants ont été mis en terre depuis le démarrage de ce programme en 2010.

«Il n'y a pas qu'une seule ethnie ici. Nous venons du Nord, du Sud, de

l'Est, de l'Ouest, toutes les langues. Et il y a un vrai brassage culturel ici. Ici il y a les Ewés, les Kotokoli, les Kabyè ; je peux même dire qu'il y a tout le Togo ici», fait remarquer Razakou Yorou, venu de Sokodé. A 16 ans, il a décroché son BEPC avec une moyenne de 18.00.

«A l'heure où notre pays s'engage dans un processus de réconciliation, il nous faut promouvoir des valeurs d'acceptation, de respect mutuel, d'humilité, d'amour, de paix, bref favoriser le

Legzim Balouki et celui en charge des Sports et des Loisirs, Christophe Tchao, rejoints plus tard au camp chantier de reboisement de Kara par le ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières, Kossivi Ayikoé. Une visite perçue par les enfants «comme un engagement du gouvernement à soutenir la culture de l'excellence et à leur faire savoir qu'il les appuie et est prêt à tout faire pour qu'ils puissent aller de l'avant», rapporte Djoské Kouaovi Zohou, directeur de la colo-

prouve qu'ils s'intéressent à nous et à ce que nous faisons».

Et j'ai retenu quelque chose, poursuit-il : «C'est que nous les jeunes, nous devons cultiver la paix, puisque notre pays le Togo a besoin de progresser. Ainsi donc, nous devons utiliser la paix comme une arme afin de faire progresser notre pays».

«Au delà de cette visite, les enfants ont pris conscience qu'ils ont intérêt à poursuivre dans cette lancée, surtout que la chose essentielle qu'on



Les ministres Legzim Balouki et Dédé Ekoué, posant avec quelques meilleurs élèves au BEPC 2011 après leur avoir remis des kits scolaires dont des ordinateurs portables

brassage entre nos jeunes frères et sœurs à travers cette colonie de vacances et ce camp chantier de reboisement», renchérit la ministre en charge de la Jeunesse, Victoire Tomégah Dogbé.

Le moment «le plus marquant» de la colonie de vacances a été justement la visite de quatre ministres aux estivants à Notsè. Quatre ministres à savoir celle en charge de la Jeunesse, celle en charge de la Planification, Dédé Ekoué, celle des Enseignements primaire et secondaire, Bernadette

nie des vacances.

«Cela a beaucoup marqué les enfants au point où un enfant a dit qu'un ministre lui a fait une tape dans le dos et qu'il ne se laverait plus pour garder cette trace là. Ce qui était quand même très important pour lui», ajoute M. Zohou.

«La visite des ministres m'a beaucoup marqué ainsi que les autres», renchérit Rodolpho, confiant : «Ce n'est pas tout le temps qu'on a la chance d'avoir un ministre à ses côtés. Nous, nous en avons eu quatre. Cela

peut retenir des conseils prodigués par les ministres est qu'ils doivent être excellents en tout. Après le départ des ministres, toutes les causeries tournaient autour de cette visite», souligne M. Zohou.

Pour lui, l'initiative des colonies de vacances mérite d'être étendue à tous les cycles d'enseignement, notamment aux meilleurs élèves au CEPD «afin de semer la culture de l'excellence à la base et d'éclore une classe d'élite au Togo».

L'une des grandes innovations de

ce projet est l'entrée en lice, au cours des vacances dernières, des étudiants des universités de Lomé et de Kara. Les meilleurs des écoles et facultés ont bénéficié de stages de formation auprès de sociétés publiques et privées.

«J'ai appris beaucoup de choses durant mon stage : Comment faire des entretiens avec les cas sociaux, rédiger des rapports d'entretien et installer des comités de développement de quartiers (CDQ) qui sont des outils de développement des quartiers et qui per-

Commune, pour un stage du 25 août au 7 octobre dernier.

«Ce stage a été d'un grand atout pour ma carrière, parce qu'il m'a permis d'avoir une idée de ce qui se fait sur le terrain et ce à quoi je vais être confrontée dans ma vie professionnelle», ajoute Dammigou.

Comme anecdote, la jeune stagiaire raconte avoir été émue par le témoignage d'un vieil enseignant de 70 ans, qui s'était présenté à son bureau durant son stage.

tion (au centre ville), sans avoir rien mangé depuis le matin. On ne pouvait pas lui porter une réelle assistance dans l'immédiat ; on a dû se cotiser entre nous pour l'aider à retourner chez lui».

Comme autre innovation majeure du projet "Vacances utiles et citoyennes" en 2011, des cours de vacances entrepreneuriales ont, par ailleurs, été organisés à l'intention des jeunes scolaires dans le but de vulgariser la culture entrepreneuriale, réduire le



Des estivants, dont Rodolphe Sossou (à l'extrême gauche) lors d'un atelier de tresse de filet de volley-ball

“... Nous les jeunes, (...) devons utiliser la paix comme une arme afin de faire progresser notre pays”.

Rodolphe Sossou, Estivant / Colonie de Vacances de Notsè

mettent aux communautés d'identifier les problèmes de leurs milieux et d'y trouver des solutions», se félicite Dammigou Goutchabé, une étudiante de l'Université de Kara déployée à la division du développement social de la direction de l'action sociale, Lomé

«Compte tenu de son âge avancé, la direction de son établissement l'a laissé tomber alors qu'il n'avait plus de revenus pour subvenir aux besoins de ses 13 enfants. Il a marché de Sagbado (un quartier de la périphérie de Lomé) pour venir jusqu'à chez nous à la direc-

taux de chômage sans cesse croissant et favoriser l'émergence de jeunes entrepreneurs.

Notons que les vacances utiles et citoyennes 2011 ont été soutenues par des partenaires comme Togo Cellulaire, la LONATO, et les Douanes Togo-laises ■

E.K. / R.D.

PROVONAT

Exit...

Petit pays de l'Afrique de l'Ouest avec une population estimée, à la suite du recensement de 2010, à plus de 6 millions d'habitants, le Togo sort progressivement de deux décennies de crise socio politique qui a beaucoup affecté son économie.

Avec le retrait de ses principaux partenaires au développement pour déficit démocratique au début des années 90, le tissu social du pays s'est fortement dégradé, aggravant les conditions de vie des Togolais.

Mais alors qu'il se remet peu à peu de ses années de cauchemars, le Togo doit pouvoir relever le défi du chômage et du sous emploi qui frappe sa jeunesse. Une porte de sortie, un début de solution : LE VOLONTARIAT.

C hôme et sous-emploi : un drame humain

«Au jour d'aujourd'hui, je ne me rappelle pas combien de lettres de demande d'emploi j'ai vraiment eu à déposer. Mais c'est toujours peine perdue ; on ne t'appelle pas. On te dit dès que le moment sera venu, on te fait appel, mais rien du tout», raconte Yao Djagadou, un jeune diplômé - un témoignage qui révèle le drame qui frappe le tiers de la population active du pays.

«Lorsqu'on analyse en termes chiffrés la situation du chômage, on est dans la proportion d'un tiers de la population active qui est sans emploi ou qui a des emplois assez précaires», indique Edmond Amoussou, directeur général de l'Agence Nationale pour l'Emploi, ANPE.

«C'est un drame humain qui s'explique aussi par le fait que le niveau de pauvreté général tourne autour de 65% dans le pays. C'est un drame humain parce que cela comporte aussi des risques d'explosion sociale et de déstabilisation politique», pense le spécialiste national des questions de l'emploi.

L'ampleur du chômage constitue un véritable casse-tête pour l'Etat mais aussi pour sa jeunesse; une jeunesse qui

n'a désormais d'alternative que de se débrouiller pour survivre ou tout simplement de se tourner les pouces, faute d'emploi.

Yao, lui, tente tant bien que mal de joindre les deux bouts «en faisant de l'enseignement et des cours de maisons aux enfants».

«Dès fois, le moral est vraiment bas. Mais on se donne du courage en se disant que personne n'a jamais fréquenté et eu sa retraite à la maison sans jamais travailler... On se donne du courage ; on se dit que ça va venir et qu'il y aura une porte de sortie», confie-t-il.

Mais, comment retrouver la porte de sortie dans cette situation si même avec les diplômés, les postes ne sont plus

“Le chômage des jeunes est un drame humain parce que cela comporte aussi des risques d'explosion sociale et de déstabilisation politique”.

Edmond Amoussou, DG de l'ANPE



Photo Erick Kagan

Un Volontaire national embarquant pour son lieu d'affectation

garantis au sein des entreprises? Même avec son diplôme de DESS en Economie Générale en poche depuis 2007, Yao n'est pas mieux loti que ses concitoyens jeunes. Pas d'emploi pour lui, ni le moindre stage dans les entreprises.

Un marché du travail de plus en plus exigeant...

«La plupart des cas, c'est pour manque d'expérience. Surtout, il y a certaines offres qui correspondent vraiment à mon profil mais la seule chose qui cloche est qu'on demande par exemple d'avoir 5 ans d'expérience, 3 ans minimum. Et quand tu vois cela, toi-même tu fais 'marche arrière' parce que tu sais que quand tu postules, tu ne seras pas appelé ; tu n'as pas d'expérience», reconnaît Yao. Cela va de soi...

«Lorsqu'un employeur se présente sur le marché, il espère dénicher celui qui est le plus compétent ou bien celui qui est apte à exercer le plus rapidement possible le travail qu'on va lui confier. Du coup, dès le processus de présélection, on préfère, à diplôme égal, présélectionner celui qui a plus d'expérience que celui qui n'en a pas. Cela veut dire que les jeunes diplômés et primo-demandeurs d'emploi sont évincés», décrit Adama Combey, coordonnateur national du Programme de Promotion du Volontariat National, PROVONAT - un programme initié par le ministère du Développement à la Base, en charge de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, histoire de permettre aux jeunes d'acquérir

“Il y a certaines offres qui demandent 5 ans d'expérience... Quand tu vois cela, toi-même tu fais 'marche arrière'. Tu sais que quand tu postules, tu ne seras pas appelé”.

Yao Djagadou, Diplômé sans emploi

leurs premières expériences professionnelles et au même moment de promouvoir un certain nombre de valeurs comme l'engagement, le dévouement et le professionnalisme – des valeurs prônées par tout autre programme de volontariat à travers le monde.

L'option du volontariat...

Au nombre des expériences de volontariat réussies à travers le monde, l'on peut citer le programme des Volontaires des Nations Unies depuis les années 60 - Peace Corps, le volontariat américain - France Volontaires, le volontariat français - JOCV, le volontariat japonais - VSO, le volontariat

britannique et récemment dans les pays africains, le PNVB au Burkina et le CNPVC au Mali.

Comme on le voit, le volontariat est donc une pratique bien ancienne qui se répandra en Afrique au début des années 2000; une grande source de richesse qui ne pouvait laisser le continent indifférent.

«Celui qui se porte volontaire acquiert une expérience en travaillant avec les communautés, un savoir-faire

se lancer dans le volontariat parce que le volontariat est un élément essentiel de la citoyenneté. Il permet à la personne qui s'engage non seulement de rétablir ou de renforcer son sens d'appartenance à la communauté, mais aussi l'aide à son propre développement personnel», explique Victoire Tomégah Dogbé, ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

«C'est un dispositif que le gouver-

qui a le mérite de convaincre l'Etat togolais de la pertinence de son initiative, celui du PNUD, le Programme des Nations Unies pour le Développement, mais aussi celui de France Volontaires, anciennement connue sous le nom de l'AFVP, l'Association Française des Volontaires du Progrès.

«C'est un appui humain, surtout, parce que nous avons mis un volontaire, à disposition du ministère, qui était en couple avec un autre volontaire VNU national et qui tous les deux, sous la supervision du point focal qui était justement désigné par le ministère, ont travaillé à mettre en place, tout doucement pendant une année, le processus», rappelle Djénéba Touré, Représentante de France Volontaires au Togo.

«Et maintenant, je pense que la volonté politique ayant bien suivi, ça a pris ; et nous, on n'a pas voulu être en arrière ; on a voulu participer, parce que cela fait partie de ce que nous recherchons : promouvoir le volontariat au niveau des nations où nous sommes. Nous n'avons pas été en laisse. On a toujours été un peu dans cette dynamique. Au Niger, c'était aussi l'AFVP qui était là, qui a accompagné, au Burkina aussi, et on est heureux d'être aussi au Togo», ajoute Mme Touré.

“Celui qui se porte volontaire acquiert une expérience en travaillant avec les communautés, un savoir-faire qu'il pourra valoriser plus tard”.

Ibrahim Ouedraogo, Chargé du Programme VNU au Togo

qu'il pourra valoriser plus tard. Il découvre de nouvelles façons de faire, de vivre, découvre son pays et en même temps, met sa contribution au service du développement de son pays», affirme Ibrahim Ouedraogo, chargé du Programme des Volontaires des Nations Unies au Togo, soulignant que «le volontariat contribue à la cohésion sociale et permet de lutter contre la pauvreté en ce sens que le volontaire qui s'engage bénéficie d'une allocation de subsistance qui lui permet de vivre décemment et de contribuer au développement de son pays».

Pour rappel, le volontaire est une personne qui exerce une activité non rémunérée à plein temps sur une période déterminée (entre 6 mois et 1 an renouvelable jusqu'à 5 ans dans le cas du PROVONAT) et de façon désintéressée au profit d'une personne morale de droit public ou de droit privé poursuivant une mission d'intérêt général ou d'insertion professionnelle ou pour le développement social, économique et culturel d'une communauté.

Les raisons d'un choix...

«Il était important pour le Togo de

nement togolais vient de mettre en place pour aider nos jeunes à construire l'estime de soi, à développer des attitudes de coopération, des attitudes de partage et surtout à promouvoir des valeurs comme l'engagement, l'humilité, le dévouement. Le jeune qui s'engage dans le volontariat va développer à coup sûr des capacités, des compétences et son insertion sur le marché de l'emploi devient plus facile», ajoute Mme Tomégah Dogbé.

“La volonté politique ayant bien suivi, (...), on n'a pas voulu être en arrière. On a voulu participer, parce que cela fait partie de ce que nous recherchons: promouvoir le volontariat”.

Djénéba Touré, Représentante de France Volontaires au Togo

Des pas mesurés et soutenus...

Comme un enfant qui fait ses premiers pas dans le volontariat, le Togo ne tardera pas à s'informer et prendre conseil auprès des pionniers en la matière, convaincu qu'il ne réinventera pas la roue.

Un appui technique important et

1.000 volontaires déployés en 2011

Les pieds désormais à l'étrier, le Togo peut maintenant se lancer dans le volontariat ; avec un contingent de mille volontaires âgés de 18 à 35 ans pour démarrer le programme en 2011 - Sur près de 22.000 candidatures - Une sélection minutieuse dans les secteurs

sociaux notamment de la Santé, de l'Agriculture et de l'Action Sociale, mais également de l'Economie, du Droit, de la Gestion, de la Communication et de l'Administration - Avec à la clé une indemnité de subsistance de 40.000 ou 60.000 F CFA versée par l'Etat à chaque volontaire, selon qu'il a un niveau inférieur ou égal au BAC 2, ou supérieur au BAC 2.

«Face à 22.000 candidatures, si on n'arrive à placer dans une année que 1000, on est modeste et on sait que ce n'est pas la totalité de la réponse», affirme Edmond Amoussou, spécialiste des questions de l'emploi.

«Mais ce qu'on peut indiquer, c'est que les 1.000 jeunes qui sont placées doivent faire l'objet d'accompagnement soutenu de telle façon qu'ils aient des arguments pour se débrouiller sur le marché du travail, mais particulièrement, il faut que ceux qui sont capables de se fixer dans les milieux où on les envoie soient capables d'y rester et d'y développer aussi la création de la richesse», souligne-t-il.

“Les Américains viennent ici pour le volontariat ; pourquoi les Togolais entre eux ne peuvent pas le faire pour mieux connaître leur pays et savoir comment servir ce pays ?”

Kokou Djangadou, Père d'un Volontaire National

Yao peut se réjouir de faire partie de la première promotion du PROVONAT, une offre qui le prend de court, en revanche. Il avait postulé et suivi toutes les étapes, mais c'était sans conviction.

«Je me suis dit : Ah voilà ; c'est vraiment rare qu'on t'appelle pour te dire que tu as déposé un dossier, viens pour le test. C'est vraiment rare ici à Lomé, enfin dans notre pays. Et quand on t'appelle une fois, au moins on est fier que son dossier a été considéré. Je suis pour une fois considéré ; il faut que j'aie vu comment cela se passe là-bas».

En route vers l'inconnu...

C'est à Kara - 420 km au Nord de Lomé, la capitale, loin de sa famille et de ses amis - qu'il effectuera sa mission de volontaire en tant qu'assistant en Planification de développement auprès de la Direction régionale de l'agriculture. Une destination presque inconnue pour lui. De quoi se préparer en conséquence.

«Côté habillement, j'ai déjà repassé tous mes habits, et fait ma valise. Côté cuisine, puisque c'est moi-même qui vais



Une Volontaire prêtant serment avant son déploiement

aller préparer maintenant, ma maman et mes sœurs se sont chargées de m'acheter des casseroles, des assiettes. Et même, j'ai déjà une dose de farine de maïs, un peu de riz, un peu de haricot ; tout est Ok pour le départ».

Son père Kokou est «très content qu'il ait été sélectionné» estimant que l'expérience du volontariat lui permettra «d'explorer d'autres univers, d'œuvrer dans d'autres axes d'activités et de mieux se structurer pour affronter la vie».

«Les Américains quittent depuis chez eux et viennent ici pour le volontariat ; pourquoi les Togolais entre eux ne peuvent pas le faire pour mieux connaître leur pays et savoir comment servir ce pays?», relève-t-il.

«C'est une occasion pour moi d'expérimenter ou de confronter mes connaissances théoriques à la pratique sur le terrain. Enfin, j'ai déjà élaboré des programmes et des projets d'avenir

ment, avec moi. Et je sais que je suis là maintenant, face à mon avenir ; ni mes parents, ni mes frères, ni mes amis, ni quelque autorité que ce soit ne peut rien faire pour moi en ce moment. Il faut y aller; c'est comme à la guerre ; j'ai les armes maintenant, il faut aller droit et conquérir».

Plus qu'un travail de bureau, c'est le terrain que Yao devra conquérir. Sa structure d'accueil, la Direction régio-

Déjà à pied d'œuvre...

C'est donc au sein de la Direction régionale de l'agriculture que Yao devra faire ses preuves. Son baptême de feu, il le recevra à Tchou, un village du canton de Lassa, environ 10 kilomètres à l'Est de Kara. Notre planificateur de développement est en plein dans le volontariat.

Et c'est à la famille paysanne Kpondo qu'il rend visite pour un pré-test dans la perspective d'un recensement national de l'agriculture prévu très bientôt.

«Ce pré-test nous permet de collecter des informations sur leurs productions, leurs rendements et les matériels dont ils disposent pour faire leurs cultures et autres», explique Yao qui trouve la plupart de ses hôtes coopératifs : «Quelquefois, c'est un peu personnel ; on va jusqu'à leur demander leurs revenus. Mais ils donnent toujours; ils ne sont pas aussi méfiants».

«On ne peut pas parler de planification sans savoir d'abord où l'on est, de quoi on dispose et où on va aller. Donc ce recensement va nous permettre de savoir ce que les populations produisent, ce dont ils disposent et éventuellement leurs besoins pour qu'ils produisent davantage», affirme le volontaire planificateur.

«Ce recensement va permettre d'élaborer des politiques agricoles en tenant compte de la réalité sur le terrain, des contraintes et des besoins des paysans. Et ceci nous permettra d'avoir, dans les années à venir, de meilleurs rendements, participant ainsi à la sécurité alimentaire et après on pourra envisager la production de masse pour la commercialisation et autres», ajoute-t-il.

Intégration...

Mais Yao ne rencontrera pas tous les jours des paysans parlant le français comme c'est le cas chez les Kpondo. Ewé, natif de Tabligbo, il doit quelquefois se débrouiller avec les bribes de Kabyè qu'il apprend au fil des jours.

«Comme bonjour, Aloalè ou

“C'est une occasion pour moi d'expérimenter ou de confronter mes connaissances théoriques à la pratique sur le terrain. *Yao Djagadou, Volontaire National*

par rapport à ça parce que je sais que je vais apprendre», renchérit le jeune volontaire de 29 ans.

En route pour Kara, Yao ne sait cependant pas où il va dormir le soir à son arrivée.

«J'ai des amis là-bas à qui j'ai demandé de me chercher une chambre à louer et je les appelle régulièrement. Même s'ils n'en ont pas encore trouvé, je sais que quand j'y serai, ils vont me trouver quelque part où poser mes bagages et dormir, le temps qu'on continue les recherches pour la chambre à louer. Donc je n'ai pas peur», prétend-il.

Comme à l'aventure...

C'est bien pourtant le logement qui constituera son premier défi une fois à Kara. Pas évident d'en trouver en cette période de rentrée universitaire et d'affectations des fonctionnaires. Il passera 48 heures à en chercher avant d'en trouver un non loin de la ville. Il y aménagera sur le champ.

Seul face à son avenir à présent, Yao n'a d'autre choix que d'assumer.

«Je suis réconforté de savoir qu'il y a au moins quelqu'un sur qui je peux compter sur le plan moral, qui est là, pas physiquement mais spirituelle-

nale de l'agriculture, ne regrette pas d'avoir sollicité ses compétences. La division Planification de cette direction n'existait que de nom. Il était temps de la rendre opérationnelle.

Un plus pour les structures d'accueil...

«Yao Djagadou travaille dans une division qui a 6 sections, et donc une section de planification qui n'était pas pourvue. Yao étant arrivé, nous nous disons qu'il pourra nous aider à pourvoir à cette section et donc avoir pour tâche les activités dévolues à la section. Donc, il sera vraiment d'un appui pour nous», affirme Panawé Amah, directeur régional de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, soulignant que «c'est nous qui avons demandé ses compétences quand nous avons été mis au courant de l'existence de ce programme».

Comme la direction régionale de l'agriculture de Kara, toutes les autres structures d'accueil pourvues aujourd'hui de volontaires, ont suivi le même circuit. Administration publique, collectivités locales, ONG, organisations syndicales, confessions religieuses et structures du secteur privé à caractère d'insertion professionnelle: Tous ont émis la demande.



Photo Eric Kagien

Mme Victoire Tomégah Dogbé remettant un kit d'affectation à une Volontaire lors du lancement du PROVONAT le 13 septembre 2011 à Lomé

Kabtè, ou talréou, bonne arrivée, alafia wè (ca va); ça me facilite aussi les échanges. Bien que je ne comprenne pas toute la langue, dès que j'arrive, je dis bonjour en Kabyè, la personne répond. Et ce qui est aussi impressionnant est que beaucoup d'entre eux comprennent le Français et l'Ewé. Donc, dès qu'ils sentent que tu es nouveau, ils balancent en français ou en ewé pour toi, et puis tu es à l'aise », affirme-t-il.

«L'essence même du volontariat, c'est de servir partout où besoin se fait sentir, indépendamment des milieux d'affectation des volontaires et des difficultés pour ces derniers à s'exprimer dans la langue du milieu. En allant à la rencontre des populations qui, jusque là, sont inconnues du volontaire, ce dernier s'enrichit de nouvelles cultures et prend la mesure des défis à relever à travers tout le pays. Que ce soit à Lomé, à Cinkassé ou à Mandouri, il faut bien que le volontaire puisse s'enrichir de la culture de ces différents milieux», indique Victoire

Tomégah Dogbé, ministre du Développement à la base, en charge de l'Emploi des jeunes.

«C'est de cette façon que nous pensons que nous pouvons favoriser le brassage culturel qui est un élément fondamental, un élément essentiel pour la cohésion sociale du Togo, et partant pour la paix et le développement de notre pays », ajoute Mme Tomégah Dogbé.

Autre milieu, autre expérience de volontariat - Avédjé, petit village perdu à Atakpamé, où nous retrouvons Naka Tchongou, infirmière volontaire déployée à l'Unité de Soins Périphérique de la localité par le PROVONAT. Naka appuiera Amah, une accoucheuse du milieu qui faisait jusque là office d'infirmière.

Son cahier de charges : assurer les premiers soins, faire des vaccinations de routine, informer-éduquer-communiquer des notions d'hygiène aux habitants d'Avédjé et des villages environnants, mais aussi effectuer des Contrôles de Promotion de Croissan-

ce chez les enfants de 0 à 3 ans.

Mais Naka ne parle pas un seul mot d'Akposso, dialecte du milieu. C'est le cadet de ses soucis. Il y a bien plus préoccupant pour elle. L'électricité, l'eau potable, les latrines : rien de tout ça.

«Avouons que quitter Lomé où la vie ne s'arrête pas certes, et venir à un endroit où déjà à 18 heures, tout est sombre, n'est pas chose aisée (...). Pour charger le portable, des fois, il faut l'envoyer à Avètè, où il y a de l'électricité, pour le charger à 100F. Ici aussi, pour trouver du crédit, des fois, les prix sont majorés. Le crédit de 450F est vendu à 475F», raconte Naka.

«Déjà à 19h ou à 19h 30, il fait déjà tard chez moi, je dors, je m'allonge sur ma petite natte. A 22h ou 23h, je me réveille en sursaut croyant qu'il est 4h ou 5h du matin, mais dommage, je vois l'heure, il n'est que 23h et je me demande quand il fera jour, et je me recouche. Il y a pas mal d'insectes, de bestioles, de souris dans le plafond qui

vous empêchent de dormir», ajoute-t-elle, avant de lancer stoïquement : «Mais c'est bon quoi».

Pour Naka, «c'est l'homme qui fait son milieu et j'essaie, au fil des jours, de construire moi-même mon milieu malgré les obstacles, puisque j'ai juré (...) de servir loyalement mon pays dans le volontariat. On ne m'a pas forcée, on ne m'a pas obligée ; donc, je me suis dite, quelque soit alpha ou beta, j'arriverai au terme de ma mission à Avédjé».

Une situation à laquelle Naka commence certes à s'habituer, mais il lui faudra relever un autre grand défi dans un milieu où la tradithérapie (médecine traditionnelle) prend le pas sur la médecine moderne. En cause, la pauvreté des habitants : pas de moyens pour payer les frais de consultations et l'assistance médicale. Mais à quoi servirait sa mission si elle ne devrait continuer à enregistrer qu'une quarantaine de consultations par mois ?

«Moi, j'essaie de les comprendre, parce qu'ils n'ont pas

“Ce qui fait ma joie ici, c'est que lorsque je donne des soins à un patient et qu'après tout je revois ce patient guéri, ça me donne la joie d'aller jusqu'au bout de ma mission”.

Naka Tchongou, Volontaire National

les moyens. Et puis, ils sont plus encreés dans la tradithérapie avec les tisanes, les herbes, l'automédication. J'essaie de faire tout pour les amener à la raison pour qu'ils viennent à l'USP quelque soit le problème», affirme-t-elle.

Une note de satisfaction tout de même pour Naka. Elle a le sentiment de servir à quelque chose.

«Ce qui fait ma joie ici, c'est que lorsque je donne des soins à un patient et qu'après tout je revois ce patient guéri, ça me donne la joie d'aller jusqu'au bout de ma mission. C'est ça seul qui fait ma fierté, parce que je me sens utile, non seulement pour la communauté d'Avédjé, mais aussi pour toute la nation togolaise», avoue-t-elle.

Son frère Raphaël à Lomé ne doute pas de ses capacités à accomplir convenablement sa mission de volontaire.

«Cette mission de volontariat lui donnera plus d'expérience et ça va lui ouvrir plus de portes», pense-t-il.

«Tel que je la connais, je crois qu'elle principalement le fera. Elle a un esprit de don de soi ; c'est-à-dire, elle aime se donner pour les autres. Je crois, à mon humble avis, que c'est

(suite à la page suivante)



Khardiata Lo N'Diaye,

Représentante Résidente du PNUD

Coordonnatrice du Système des Nations Unies au Togo

“L'adoption de la loi encadrant le volontariat national et sa promulgation le 22 février 2011 traduit la volonté manifeste du Gouvernement de faire du PROVONAT un des leviers du développement. (...)

Le PROVONAT contribuera à donner aux jeunes diplômés la possibilité d'acquérir une première expérience professionnelle augmentant ainsi d'une part leur employabilité et, d'autre part leur contribution productive au développement du Togo.

Ce programme est conçu pour redonner l'espoir à la jeunesse qui représente plus de 70% de la population du pays, opérationnaliser et dynamiser un mécanisme de mobilisation effective des jeunes à travers le volontariat. Il s'agit là des premières étapes afin d'assurer, de concert avec les initiatives en faveur de l'emploi la participation des tous au processus du développement et de poser les jalons d'une croissance inclusive des plus vulnérables que sont les jeunes et les femmes.

Il est évident qu'en plus des avantages que le PROVONAT procure aux jeunes, il est l'une des voies de renforcement de capacités des structures d'accueil et d'amélioration des conditions de vie des communautés à la base. (...) »

C'est pourquoi, nous ne ménagerons aucun effort pour accompagner le Gouvernement et les autorités locales impliqués sur la voie de la réussite” ■



Photo Erick Kaglan

Yao Djagadou (stylo en main), un Volontaire National, impliqué dans une opération de recensement agricole à Kara, quelques jours seulement après son déploiement

“Dans 5 ans, 10 ans, le PROVONAT aura contribué aux côtés des autres dispositifs nationaux de promotions d'emploi à former des citoyens modèles, à réduire le taux de chômage des jeunes dans notre pays”. *Victoire Tomégah Dogbé, Ministre de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes*

une qualité qui est indispensable pour le volontariat parce que le volontariat, comme son nom l'indique, est une mission pour laquelle tu vas au-delà de tout pour te donner pour les autres», ajoute Raphaël.

Mais, tous sauront-ils se montrer à la hauteur de leur mission auprès de leur communauté d'accueil? La réussite du PROVONAT réside entre les mains de ses volontaires pionniers. Elle déterminera l'engagement de l'Etat togolais à mobiliser beaucoup plus de volontaires au cours des prochaines années et à aller par conséquent au-delà du demi milliard consenti pour démarrer ce programme.

Le PROVONAT, un programme ambitieux...

«Cette première expérience du dispositif que nous venons de mettre sur pied est déterminante parce qu'elle va nous permettre de rôder le mécanisme de mobilisation et de valorisation sociale de nos jeunes diplômés. Mais il faut re-

connaître que l'élément essentiel de pérennité qui reste un acquis du programme, c'est la volonté politique du Chef de l'Etat et la mobilisation de toutes les parties prenantes à savoir les parlementaires qui ont compris le bien-fondé et qui ont voté cette importante loi, la société civile qui est à la fois une société qui mobilise également des volontaires, les partenaires techniques et financiers, en particulier le PNUD et France Volontaires et les volontaires eux-mêmes qui sont des partenaires très actifs d'un tel programme», affirme Mme Tomégah Dogbé.

Elle espère que «dans 5 ans, 10 ans, le PROVONAT aura contribué aux côtés des autres dispositifs nationaux de promotion d'emploi à former des citoyens modèles, à réduire considérablement le taux de chômage des jeunes dans notre pays et à le mettre surtout sur la voie d'un développement durable».

E.K.

*Naka Tchongou, une Volontaire Nationale
consultant une patiente à l'Unité de Soins Périphérique
d'Avédjé, son milieu d'affectation*





TOGO TELECOM

Libérez votre envie de communiquer

INTERNET

jusqu'à
80%
de réduction*
sur le forfait
internet

VOIX

jusqu'à
0,27^F TTC /seconde
soit
16^F TTC/min*



* Selon l'offre choisie

POUR EN SAVOIR PLUS, APPELEZ LE **112**
OU VOTRE GESTIONNAIRE.

Dérangement : 119

Programme Excellence Jeunes

Didier Acouetey

Co-promoteur du Programme Excellence Jeunes

“Nous souhaitons recréer chez les jeunes l’esprit de compétition, de dépassement de soi et d’ambition pour le Togo”

C'est l'une des initiatives les plus prometteuses pour le continent africain : le Programme Excellence Jeunes, PEJ. Mis sur pied par l'Association Réseau pour l'Excellence créée par des cadres africains résidant sur le continent et en dehors -- soucieux de l'avenir de l'Afrique et ayant mis au cœur de leur démarche, les ressources humaines, les compétences et la révélation des Talents africains -- le PEJ ambitionne de miser sur les ressources humaines pour accélérer le développement de l'Afrique en lui donnant sa pleine place à l'échelle mondiale. De manière plus spécifique, le Réseau a pour but d'œuvrer, à travers le Programme Excellence Jeunes, à la création d'un environnement éducatif d'excellence en Afrique. Didier Acouetey, Togolais de la Diaspora, est l'un des promoteurs de ce programme qui bénéficie du soutien du gouvernement togolais.

Chroniques de la Base : Comment s'articule le Programme Excellence Jeunes ?

Didier Acouetey : Ce Programme a pour objet d'identifier et de suivre des jeunes africains aux cursus scolaires prometteurs, de leur transmettre la culture de l'excellence afin qu'ils puissent incarner un nouveau modèle d'entrepreneurs, avec une vision et une éthique communes. Le programme sélectionne les jeunes en classe de terminale et offre des bourses d'excellence aux lauréats pendant toutes leurs études supérieures. Le programme, après sélection, oriente les lauréats vers les meilleures écoles supérieures en Afrique dans un premier temps, et assigne un mentor à chaque lauréat pour l'accompagner dans son parcours. Le Programme offre également un séminaire annuel d'inté-

gration et de connaissances générales aux lauréats (anciens et nouveaux) et les aide à trouver des stages d'excellence pendant leur parcours. L'idée est de parvenir à former une nouvelle génération aux meilleurs standards mondiaux, passionnée par l'Afrique, disposant d'une bonne connaissance des enjeux du continent et capable de prendre en main son développement.

En quoi le PEJ est-il une réponse à la crise de l'emploi ?

Tout d'abord, il y a lieu de préciser les raisons de cette crise, qui risque de faire implorer les sociétés dans le monde, y compris les pays africains. En Afrique particulièrement, cette crise qui s'accroît, est



due à plusieurs facteurs parmi lesquels l'inadéquation des formations aux besoins du marché ; la mauvaise qualité des formations dispensées ; le déficit de filières techniques et de formations professionnelles de qualité ; la faiblesse du tissu économique et industriel ; l'absence de stimulation de l'environnement économique ; la faible compétition entre les entreprises ; l'absence d'accompagnement des entrepreneurs. La mauvaise qualité de la formation étant néanmoins une des raisons majeures de cette crise de l'emploi, en permettant aux jeunes lauréats d'être formés dans les meilleures écoles du continent et du monde, dans des domaines où les besoins en compétences sont importants, le PEJ leur permet d'être dotés à priori d'un certain nombre de qualités essentielles qui faciliteront leur insertion au marché de l'emploi ou alors de créer leur propre entreprise. En cela, le PEJ peut constituer une réponse, certes marginale, à la problématique de l'emploi, notamment celle de l'emploi des jeunes.

Quel impact réel le PEJ peut-il avoir sur les ressources humaines du continent en général et celles du Togo en particulier ?

Le PEJ peut créer un effet d'entraînement et stimuler les jeunes dans leurs études pour être les meilleurs. Ce programme voudrait aussi, à travers ses actions, aider les jeunes à mieux s'orienter après le baccalauréat. Pour le Togo, nous souhaitons recréer chez les jeunes l'esprit de compétition, de dépassement de soi, d'ambition pour leur pays. Nous voudrions que ces jeunes soient demain les acteurs économiques qui feront du Togo un Champion africain, voire un Champion mondial, à l'instar d'un pays

“Faire du Togo un Champion africain, voire mondial, à l'instar d'un pays comme Singapour”.

comme Singapour.

Quelques mois après la création de ce programme, qu'est-ce qui vous fait dire que le PEJ a de l'avenir ?

L'engouement des jeunes, le soutien des acteurs économiques et des Autorités au PEJ montrent que ce Programme peut constituer une des réponses à la question du développement des compétences et de l'excellence, ainsi qu'au problème de l'emploi. Par ailleurs, la détermination et l'engagement sans bornes des promoteurs et des membres du Réseau pour l'excellence démontrent leur foi en l'Afrique et la jeunesse ; le PEJ n'en étant qu'une petite illustration.

Le Togo a le privilège d'être retenu comme pays pilote du projet. Quelles sont les chances de réussite de ce programme au Togo ?

Nous sommes confiants quant à la réussite de ce Programme au Togo car la mobilisation de l'ensemble des acteurs demeure forte.■

Propos recueillis par E.K.



Entrepreneuriat

Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans

Quelque 400 nouveaux jeunes artisans issus de presque tous les corps de métiers de l'artisanat ont bénéficié durant 6 jours, début novembre 2011, d'une formation en entrepreneuriat et à la gestion de micro-entreprise ; ce qui porte à 1.000 le nombre des jeunes artisans formés et outillés depuis le début de l'année dans le but de favoriser leur insertion professionnelle.

Au cours des sessions de formation organisées à leur intention par le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, l'accent a été mis sur les micro-entreprises classiques et coopératives, le plan d'affaires et les sources de financement.

La première vague de 600 jeunes artisans formés avait bénéficié en mars 2011 de kits d'outillage d'une valeur de 56 millions de F CFA, lors d'une cérémonie officielle présidée à Tsévié (35 km de Lomé) par le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé.

L'objectif visé par le projet est de promouvoir et d'encourager l'auto-emploi notamment des jeunes diplômés de la formation professionnelle par l'appui et l'accompagnement pour consolider leurs compétences et faciliter leur insertion sur le marché du travail après leur diplôme.

«Le tout n'est pas d'avoir un diplôme de formation professionnelle. Il faut en plus avoir les moyens d'ouvrir un atelier. Il faut encore démontrer des capacités de gestionnaire pour éviter la fermeture prématurée de son atelier pour faillite», indique Victoire Tomégah Dogbé, la ministre du développement à la base, en charge de l'artisanat et de l'emploi des jeunes.

«Il est évident aujourd'hui qu'on se saurait envisager de résorber le chômage grandissant des jeunes par la multiplication d'emplois salariés. Aussi, reste-t-il une seule porte de salut, c'est le développement et la promotion de l'auto-emploi», ajoute Mme Tomégah Dogbé.

Nombre de jeunes artisans dont des maçons, des



Photo Erick Kagan

▲
Un jeune
artisan dans
son atelier à Lomé

L' UNFPA au chevet des jeunes de Kpélé-Govié

Pièces de rechange pour raboteuse, matériels de menuiserie et rouleaux de tissus, tel est le lot de matériels offerts par le Fonds des Nations Unies pour la Population, UNFPA le 9 décembre dernier au Centre Rural d'Activités Socioéducatives, CRASE, de Kpélé-Govié (préfecture de Kpélé).

Estimé à 5 millions de F CFA, le lot de matériels est destiné à renforcer les capacités du centre.

Le CRASE de Kpélé-Govié a, par ailleurs bénéficié de matériels ludiques et multimédia offerts par le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, pour une valeur de 3,5 millions de F CFA.

La cérémonie s'est déroulée en présence du Directeur de Cabinet du ministère, Yawotse Vovor, du Représentant de la Représentante de l'UNFPA, Joël Vidzrakou, et du Directeur National de la Jeunesse, Klutsè Adigbo.

“Il est évident aujourd'hui qu'on se saurait envisager de résorber le chômage grandissant des jeunes par la multiplication d'emplois salariés”.

Victoire Tomégah Dogbé

plombiers, des mécaniciens à deux roues et des tapissiers des quatre coins du pays ont pu ainsi ouvrir leurs ateliers grâce à ce projet, dont le coût total de la phase pilote est estimé à environ 1,250 milliards de F CFA. Il est financé en grande partie sur le budget de l'Etat avec une contribution de la Présidence de la République et de la société de téléphonie mobile Togo Cellulaire.

Prévu pour s'étaler sur cinq ans, le projet d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes artisans ambitionne de couvrir toutes les préfectures du Togo d'ici à fin 2015. Durant cette période, 5.000 jeunes à raison de 1.000 par an seront formés et appuyés.

Entre autres actions entreprises pour booster l'activité économique des jeunes artisans, l'Etat a mobilisé en 2011 une enveloppe de 45 millions de F CFA pour équiper des centres de formation artisanale de Lomé, d'Anié et de Bassar. Un financement de plus de 142 millions de F CFA a par ailleurs été accordé au Togo par l'Union Economique et

Monétaire Ouest Africaine, UEMOA, en octobre dernier, pour l'équipement de trois Groupements Interprofessionnels d'Artisans du Togo, GIPATO, à savoir ceux de Lomé, Tsévié et Sokodé. Le financement devrait également servir à la mise à niveau des artisans de ces GIPATO.

Autre bouffée d'oxygène pour les jeunes artisans : Le Togo s'est doté, depuis le début de l'année dernière d'un document de politique de l'artisanat qui vise à frayer les pistes d'interventions des partenaires dans le secteur et mieux valoriser les œuvres de ses acteurs.

Rappelons que l'artisanat est l'un des secteurs les plus importants de l'économie togolaise. Avec environ 60 principaux corps de métiers et 130 activités artisanales afférentes, il contribue pour 18% au Produit Intérieur Brut et est l'un des plus grands pourvoyeurs d'emplois ■

E.K.

Du microcrédit



Photo Erick Kaglan

Des queues devant des guichets pour percevoir du microcrédit

Initié et mis en œuvre par le ministère du Développement à la base, l'octroi de microcrédit, à travers le Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG), le Projet Plantes à Racines et à Tubercules (PRT), et le projet d'insertion professionnelle des jeunes artisans, se révèle aujourd'hui être un outil vital de développement pour les groupements constitués majoritairement de jeunes.

“**N**ous sommes plus que jamais motivés. Le travail est désormais plus passionnant et tout le monde est content depuis que nous avons bénéficié d'un microcrédit d'un million de Francs auprès de WAGES en début d'année”, se réjouit Affoh Ouro Gnéni, un jeune qui dirige le groupement de production et de transformation de

manioc Al Barka à Koboyo, à une quinzaine de kilomètres de Sokodé, région centrale.

“Ce financement nous a permis d'augmenter notre production parce que la superficie que nous avons cultivée est passée d'un à deux hectares, et je suis persuadé que nous ferons de très bonnes affaires si nous réussissons à écouler notre production”, souligne Affoh.

pour les jeunes

Des microcrédits sont aussi octroyés aux groupements dans le cadre du Projet Ecole Chantier Elevage, mais aussi aux jeunes artisans pour favoriser leur insertion professionnelle.

Mises en œuvre à leur démarrage avec le soutien des institutions de micro finance, notamment FUCEC-Togo et WAGES, les opérations de microcrédit sont étendues depuis 2010 aux banques classiques, notamment la Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit (BPEC) et la Banque Régionale de Solidarité (BRS-Togo) qui octroient les microcrédits à des taux d'intérêt bonifiés de 9% sur la base des fonds de garantie conséquents déposés auprès d'elles par l'Etat.

Pour tous les projets rassemblés, environ 5 milliards de

“Près de 5 milliards de F CFA ont été accordés à près de 2.100 groupements regroupant au moins 30.000 bénéficiaires dont plus de 22.000 jeunes, depuis 2009”.

F CFA de microcrédit - soit cinq fois le montant des fonds de garantie de l'Etat - ont été accordés à la mi-octobre 2011 à près de 2.100 groupements regroupant au moins 30.000 bénéficiaires dont plus de 22.000 jeunes, depuis 2009.

Au nombre des jeunes bénéficiaires figurent des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, des artisans, qui reçoivent par ailleurs des équipements et de la formation. Le secteur privé, à travers Togo Télécom notamment, s'implique également depuis quelques mois dans ce mécanisme en appuyant l'Etat dans la mobilisation de ressources conséquentes permettant d'accorder du microcrédit aux jeunes.

Compte tenu de l'ampleur des besoins des jeunes, l'Etat compte rendre opérationnel le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) pour résoudre les problèmes de financement de leurs projets. Deux voyages d'étude ont été effectués au Mali et au Burkina pour s'inspirer des expériences de ces deux pays.

Notons par ailleurs que 100 jeunes diplômés sans emploi étaient en formation en entreprenariat à Notsè du 4 au 14 avril dernier sur l'initiative du ministère de tutelle.

A l'issue de leur formation, 9 projets d'entreprise sélectionnés parmi les plans d'affaires élaborés par ces jeunes ont été retenus et financés à hauteur de 14,6 millions de F CFA par la CONFESJES (la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays ayant le Français en partage) dans le cadre du Fonds d'Insertion pour les Jeunes (FIJ) 2011.

Parmi les 91 autres plans d'affaires restants, 32 jugés pertinents ont bénéficié, fin décembre dernier, d'une subvention allant 500.000 F à 750.000 F CFA - soit un montant total de 16.950.000 F CFA - pour démarrer leurs micros entreprises. Ce financement représente la première tranche de la subvention accordée par l'Etat à ces jeunes au titre de l'année 2011 - ceci en appui au Fonds d'Insertion pour les jeunes, FIJ, de la CONFESJES. Ces jeunes, dont les projets ont été sélectionnés dans divers domaines, notamment la production et la transformation agroalimentaire, les services et le commerce, recevront à terme la somme totale de 1.000.000 F CFA chacun.

Les 59 derniers plans d'affaires recevront du financement au fur et à mesure que des améliorations y auront été apportées pour les rendre plus pertinents.

La promotion des micros, petites et moyennes entreprises étant admise comme l'un des principaux mécanismes de création d'emploi, le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes en a fait l'un des axes majeurs de sa stratégie pour développer l'esprit d'entreprise chez les jeunes et assurer leur autonomisation.

La stratégie du ministère dans ce domaine vise à court, moyen et long terme à élargir le cercle national d'entrepreneurs potentiels et à contribuer de manière substantielle à réduire le chômage. Elle passe par la formation des jeunes diplômés sans emploi en technique de création et de gestion de micro entreprise et surtout par la levée du principal goulot d'étranglement, qui freine l'élan des jeunes à s'essayer dans le monde des affaires, à savoir l'accès au financement■

E.K.

Akoli S. Tonyi

Jeune de la diaspora

“D'ici quelques années, nous serons tous fiers de parler d'un autre Togo”

Ingénieur en télécommunication et Directeur Général de WilSem Consulting, une société de consulting en télécommunication basée au Togo et opérant en Afrique de l'Ouest et Centrale, Akoli Samy Tonyi fait partie des Togolais de la diaspora qui sont très optimistes quant à l'essor économique du Togo. Son rêve : voir un jour les jeunes techniciens et ingénieurs togolais rivaliser d'ingéniosité et de talents avec leurs homologues des pays occidentaux en proposant des services de qualité à des prix compétitifs. Selon lui, le Togo regorge d'un énorme réservoir de ressources humaines qu'il faut mettre à contribution pour relever le défi du chômage - un vaste chantier auquel la Diaspora togolaise ne saurait être indifférente. Lisez plutôt.

Chroniques de la Base : Comment appréciez-vous l'ampleur de la crise de l'emploi et du chômage au Togo?

Akoli Samy Tonyi : Les premiers touchés semblent être les jeunes. En effet, malgré la qualité de la formation au Togo, ils sont contraints d'enchaîner les stages pour les plus chanceux sans trouver de postes stables. Les jeunes sont donc désemparés et se voient contraints de chercher à quitter le pays.

Quelles en sont les raisons profondes selon vous?

Ce fléau est le résultat d'une certaine perte de confiance et un certain fatalisme de la population togolaise. Il est vrai que tout ne peut se faire en un jour et nous Togolais, devons tous contribuer au développement du pays en soutenant l'effort du gouvernement.

Comment évaluez-vous les stratégies mises en place actuellement au Togo pour résorber le chômage et quelles en sont les atouts et limites selon vous?

Le chantier entamé par le gouvernement en particulier le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes afin de résorber le chômage est énorme. Bien évidemment, les résultats commencent à être visibles et cela est mesurable par l'engouement des jeunes togolais pour ces programmes mis en place. Il reste à valoriser tout ceci par le biais d'une campagne de communication massive auprès de la population. D'ici quelques années, nous Togolais, serons tous fiers de parler d'un autre Togo, un Togo capable d'imposer son point de vue dans le concert des nations.



Que proposez-vous pour plus d'impact en matière de lutte contre le chômage des jeunes?

Tous les Togolais doivent se sentir concernés par ce fléau et chacun d'entre nous doit apporter sa pierre à l'édifice par les offres de stages. Ces stages doivent aboutir davantage à de l'embauche ferme afin d'éviter les stages à répétition qui ne débouchent sur rien de concret et qui, in fine, découragent les jeunes et contribuent à la fuite des cerveaux.

L'autre élément non négligeable, c'est la transmission de savoir-faire par les seniors. Les retraités qui le souhaitent, peuvent être mis à contribution à travers un programme de volontariat pour accompagner les jeunes ponctuellement dans différents domaines liés à la vie d'une entreprise en les conseillant et en leur transmettant les clés de la réussite. Nos aînés pourront ainsi, par ce biais, aider leurs jeunes frères et sœurs actifs à comprendre le fonctionnement d'une entreprise dans sa globalité ainsi que l'environnement dans lequel elle évolue.

Une autre chose qui peut permettre de lutter contre le chômage, c'est l'entrepreneuriat. La chambre de commerce doit pouvoir encourager la création d'entreprises à travers des séances d'aide et d'accompagnement. Ainsi, nous pouvons espérer, à travers ces créations d'entreprises, des créations d'emplois. Je reste convaincu que le meilleur devenir du Togo et des Togolais dépend des Togolais eux-mêmes. Il

faut remodeler l'homme togolais par la promotion des valeurs républicaines, des valeurs morales et civiques et une lutte sans merci contre les antivaleurs. En plus, il faut promouvoir l'esprit de compétitivité, les initiatives privées et le mérite civique. Tous les Togolais devront beaucoup travailler pour transformer toutes les potentialités du pays en véritable richesse pour les générations futures.

Quelle peut être la contribution de la Diaspora dans la lutte contre le chômage et le sous-emploi au Togo ?

Mon souhait le plus ardent, c'est de voir d'autres

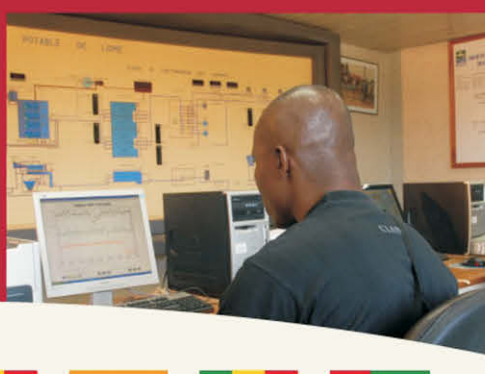
“Mon souhait le plus ardent, c'est de voir d'autres Togolais de la Diaspora revenir au Togo et contribuer ainsi à son redressement”

Togolais de la Diaspora revenir au Togo et contribuer ainsi à son redressement, dans tous les domaines qu'ils soient industriels ou agricoles. C'est dans cette perspective que j'ai fait le choix d'investir au Togo en partageant mes compétences à travers l'embauche de jeunes du Togo ayant des diplômes mais restant sans emplois. Je veux les former et les rendre compétents au même titre qu'un technicien européen, les faire monter en compétence vers des métiers plus valorisants à forte valeur ajoutée et enfin, faire en sorte que WilSem Consulting vive le plus longtemps possible avec leur participation active et la satisfaction pour eux de faire partie d'un grand groupe qui, j'espère, fera parler de lui. Mon but est de continuer à investir au Togo dans différentes activités. Ces actions permettront, je l'espère, un réel développement puisqu'elles généreront de l'activité et contribueront à accroître le PIB du Togo.

Pour un Togo fort et fier dans le concert des nations, il est grand temps que tous les Togolais, quel que soient leurs lieux de résidence, conjuguent leurs efforts pour consolider l'unité du pays, promouvoir la paix afin de créer un climat de sérénité pour une croissance économique et la lutte contre la pauvreté. Nous devons tous être fiers d'être Togolais et consommer togolais pour participer au développement du Togo.

Je suis convaincu que nous en avons les moyens et surtout la capacité car le Togo dispose d'un énorme réservoir de ressources humaines compétentes et ce dans tous les domaines, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. ■

Propos recueillis par E.K.



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo

Domaines d'interventions

- Industrie & Agro-industrie
- Développement agricole et rural
- Infrastructures de base & Infrastructures modernes
- Télécommunications
- Energie
- Transport, Hôtellerie

Formes d'interventions

- Prêts à long et moyen termes pour le financement des projets nationaux ou internationaux
- Garantie
- Arrangement de financements
- Conseil financier
- Prise de participation au capital d'entreprises ou des Institutions Financières Nationales (IFN)
- Financement d'études de factibilité de projets ou d'études d'ingénierie
- Financement du transfert, à des ressortissants de l'UEMOA, de la propriété des moyens de production et de distribution de bien et services
- Assistance aux petites et Moyennes Entreprises (PME) à travers les lignes de crédits ou accords-cadres de refinancement accordée aux Institutions Financières Nationales (IFN)
- Allègement des conditions d'emprunts par bonification d'intérêt pour les projets relevant du secteur non marchand



BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT


 Entrepreneuriat

Layi Salami, couteau en main, ici dans son atelier à Lomé

Armés par Songhaï

Du nom du prestigieux empire ouest-africain Songhaï fondé entre le 14^e et le 15^e siècle, le centre de formation agricole Songhaï basé à Porto-Novo au Bénin se veut un centre de référence d'où ne sortent que de jeunes entrepreneurs agricoles aux idées expansionnistes et progressistes. Manapawaï Awesso, 38 ans et Aboulaye Issifou, 32, y sont passés entre mai et août dernier. Layi Salami, 33 ans, lui, y a appris 3 ans plus tôt, à valoriser les produits agricoles par la transformation de fruits périssables en jus de fruits, sirop et confitures naturelles. Tous se sentent aujourd'hui suffisamment armés, de retour de leur formation et comptent se mettre au service de leurs communautés. Reportage...

“**A**vant, je faisais les choses en véritable amateur. Aujourd'hui, grâce au centre Songhaï, j'ai appris à faire les choses de façon professionnelle», avoue, toute heureuse, Awesso.

Son Certificat d'Aptitude Pédagogique en poche, elle débute d'abord en 1997 une carrière d'enseignante vacataire dans une école privée de Notsé dans l'espoir d'être un jour intégrée dans la fonction publique. Mais cet

culteurs Modernes, a lu dans Togo presse une annonce relative au recrutement et à la formation de jeunes entrepreneurs agricoles. Nous avons rapidement réuni les dossiers et grâce à Dieu, j'ai été retenue».

Une trentaine de jeunes entrepreneurs agricoles togolais ont ainsi été sélectionnés par le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes pour renforcer leurs capacités entrepreneuriales au Centre Songhaï entre

d'une part, cela faisait partie de nos projets et d'autre part, parce que je me disais qu'en acquérant des connaissances en la matière, nous pourrions facilement mettre en œuvre le projet d'élevage qui nous tenait beaucoup à cœur et dans lequel nous comptons nous lancer», confie la jeune entrepreneure.

Elle qui, dans un passé récent, n'apportait aucun entretien à la petite volaille qu'elle élevait, compte maintenant changer de fusil d'épaule et y apporter un grand soin.

«Avant je ne pensais pas qu'on puisse construire des abris bien propres pour les poules, pintades, dindons et autres. On disposait juste quelques claies et paille dans lesquelles ces volatiles dormaient sans qu'on ne se soucie de leur santé, leur alimentation etc. Le matin, on se réveillait et si c'est du maïs pourri qu'on trouve, on le leur jetait. Parfois on oubliait de leur servir de l'eau et ils buvaient à même le sol. Aujourd'hui, ma mentalité a changé après la formation que j'ai suivie», confie Awesso.

«Le simple fait de les voir attachées sur des vélos aujourd'hui, la tête pendue vers le bas me fait mal. Car on gagnerait mieux à élever ces animaux de façon plus professionnelle. On peut vivre de cela et éviter de continuer à survivre de l'élevage de ces bêtes. Je me sens désormais plus aguerrie. Quand on va démarrer notre activité, les gens

“La diversité de formations que nous a dispensées le centre m'a ouvert les yeux sur les possibilités de faire d'autres expériences que celles que je faisais déjà”.

Manapawai Awesso, Jeune entrepreneure

espoir va s'évaporer au fil des années. Et pour cause, malgré ses multiples tentatives aux concours d'entrée dans la fonction publique, point de réussite à l'horizon.

«Après ces échecs répétés, je me suis dite que l'agriculture pouvait être un créneau porteur. J'ai donc décidé de me lancer dans cette aventure», confie Awesso.

C'est ainsi que la «fonctionnaire ratée», comme elle se présente elle-même, commencera à donner des coups de main à ses grands frères qui s'occupaient d'une petite entreprise agricole familiale produisant du riz, du maïs, du soja, des ignames et d'autres cultures à petite échelle.

«Tout se faisait de façon désorganisée au sein de notre petite entreprise. L'essentiel était de récolter quelque chose après la culture. L'élevage se pratiquait un peu n'importe comment. Bref, nous n'avions aucune notion des techniques d'organisation pour augmenter nos rendements et avoir plus d'argent si possible», affirme Awesso.

Mais, heureusement, le meilleur était devant elle.

«Un jour, le secrétaire de notre association dénommée AJAM, qui veut dire Association des Jeunes Agri-

mai et octobre dernier. Les formations ont été prises en charge d'une part, par l'Etat togolais et d'autre part, par le Centre de Développement de la Jeunesse et des Sports (CDJS) de la CEDEAO, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest -- l'objectif final étant de promouvoir l'entrepreneuriat agricole dans les secteurs de la production animale et végétale et de la transformation agroalimentaire notamment.

«Au cours de cette formation au Centre Songhaï, j'ai appris beaucoup

“On ne faisait pas de projet sur papier et on faisait les choses de façon amateur et archaïque. Au centre Songhaï, j'ai appris à faire les choses avec rigueur”.

Manapawai Awesso

de choses. Je ne connaissais presque rien de la production animale en dehors de ce qui se fait traditionnellement.

On élevait à la maison de la volaille et c'est juste cette expérience que j'avais. J'ai choisi de suivre la formation en production animale parce que

seront séduits par notre technique et progressivement, cela induira un changement de comportement. Je sais que dans mon entourage, beaucoup de personnes apprendront de moi. Il y aura une révolution progressive dans le domaine de l'élevage de poules pondeuses», pense-t-elle.



Une unité de production de jus d'ananas

Grâce aux notions acquises au cours de sa formation, Awesso compte également se lancer dans la pisciculture et le maraîchage.

«La pisciculture et le maraîchage étaient également dans nos projets, mais nous n'avions pas eu l'idée de suivre une formation en la matière. Toutefois, la diversité de formations que nous a dispensées le centre m'a ouvert les yeux sur les possibilités de faire d'autres expériences que celles que je faisais déjà».

En plus d'avoir appris l'importance de l'intégration des activités qui permet d'utiliser les résidus d'une production agricole pour les besoins d'une autre, la jeune entrepreneure a également acquis la notion d'organisation des activités. Le planning étant d'une importance capitale dans tout travail.

«On ne faisait pas de projet sur papier et on faisait les choses de façon amateur et archaïque. Au centre Songhaï, j'ai appris à faire les choses avec

rigueur. Avant, on s'absentait de nos activités comme on le voulait sans penser aux inconvénients. Maintenant, plus question de répéter tout cela. Nous avons appris à travailler dans l'endurance et à mieux gérer les ressources humaines et matérielles essentielles à la bonne marche d'une entreprise».

Nantie, à son retour de Songhaï, d'un ambitieux plan d'affaires se chiffrant autour de 20 millions de F CFA dont un financement sollicité de 9 millions de F CFA, Awesso reste confiante que son projet retiendra l'attention des institutions de micro finance.

«Les institutions de micro finance n'ont aucune raison de s'inquiéter. J'ai désormais les outils nécessaires pour mettre en œuvre ce projet après mon passage au centre Songhaï. Nous croyons en la rentabilité de notre projet et on sait qu'on va y arriver», laisse entendre Awesso avant de conclure: «Aujourd'hui, on peut me proposer n'im-

porte quel poste dans l'enseignement; je n'irai pas parce que grâce au centre Songhaï, je crois plus que jamais en l'agriculture».

Même conviction chez Aboulaye Issifou, un autre jeune bénéficiaire de cette formation au Centre Songhaï. C'est dans son village natal Tchavadè, que nous le retrouvons, à 8 km au Nord-Est de Sokodé.

A la différence d'Awesso, c'est en agroforesterie que lui a choisi de se perfectionner. Et pour cause, Aboulaye a un grand penchant pour la culture du Moringa, un arbre tropical à usages multiples, utilisé comme complément nutritionnel, flocculant pour le traitement des eaux, huile cosmétique, légume, fourrage, mais dont les habitants de son village ignorent l'importance.

La formation au Centre Songhaï lui a notamment permis d'en savoir un peu plus sur les vertus de cette plante. Elle lui a ouvert les yeux sur la nécessité d'intensifier sa production de Mo-

ringa. Abdoulaye se donne pour mission de vulgariser cette plante ; tant mieux si le Moringa devient la première culture chez lui. Ce sera sa façon à lui de participer au développement de sa communauté.

«Mon passage au centre Songhaï au Bénin m'a ouvert les yeux sur les différentes utilisations que je peux faire du Moringa, une plante que j'affectionne particulièrement et dont la culture sera d'une grande utilité pour ma

“Projet de production et de transformation du Moringa, des mangues, des agrumes associées à l'élevage des bovins”.

«Le projet est évalué à 32 millions de F CFA, mais l'appui que je sollicite est de 11 millions 300 mille F CFA. Cette somme va servir à exploiter une superficie de 3 hectares de Moringa, 2 hectares de mangues et un hectare d'agrumes associés à l'élevage des bovins durant trois ans avec la transfor-

jeunes ont été sélectionnés par l'Institut africain pour le développement économique et social (INADES-Formation) – une institution spécialisée dans la formation – à la suite d'un appel à candidature lancé par le ministère en mai dernier.

A la fin de leur formation, tous ces jeunes, nantis de leurs propres plans d'affaires, sont mis en contact avec des institutions de financement pour la mise en œuvre de leurs projets.■

E.K. / R.D.

“Mon passage au centre Songhaï au Bénin m'a ouvert les yeux sur les différentes utilisations que je peux faire du Moringa”.

Aboulaye Issifou, Jeune entrepreneur

communauté. Et donc, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai suivi cette formation», indique Aboulaye.

Mais les acquis de notre jeune entrepreneur agricole ne s'arrêtent pas à l'agroforesterie. Loin de là. Aboulaye a également acquis des notions sur la transformation agroalimentaire et la production du biogaz. C'est ainsi qu'il a appris à faire du yaourt et du lait, de la pâtisserie, des biscuits à base du soja, des sandwiches, des gâteaux, pour ne citer que ceux-là. Le centre Songhaï lui a également permis de cerner les notions sur l'utilisation des produits végétaux et animaux pour produire du gaz bio.

mation de ces produits», explique-t-il.

Fort des expériences acquises au Bénin et croyant dur comme fer que son projet a un avenir certain, Aboulaye ne pense qu'à une chose : réussir dans son domaine et être un exemple pour les autres.

«Avec toutes ces connaissances acquises au centre Songhaï, mon rêve est de m'auto suffire financièrement et aider les autres jeunes à emboîter mon pas. En plus, j'ambitionne d'être un expert en agriculture et un pionnier, un modèle dans mon domaine».

Outre la formation de la trentaine de jeunes à Songhaï, quelque 28 autres jeunes ont été retenus pour suivre des

“J'ai également appris comment utiliser les produits végétaux et animaux pour produire du gaz bio, comment fertiliser le sol aussi avec les déchets du gaz”.

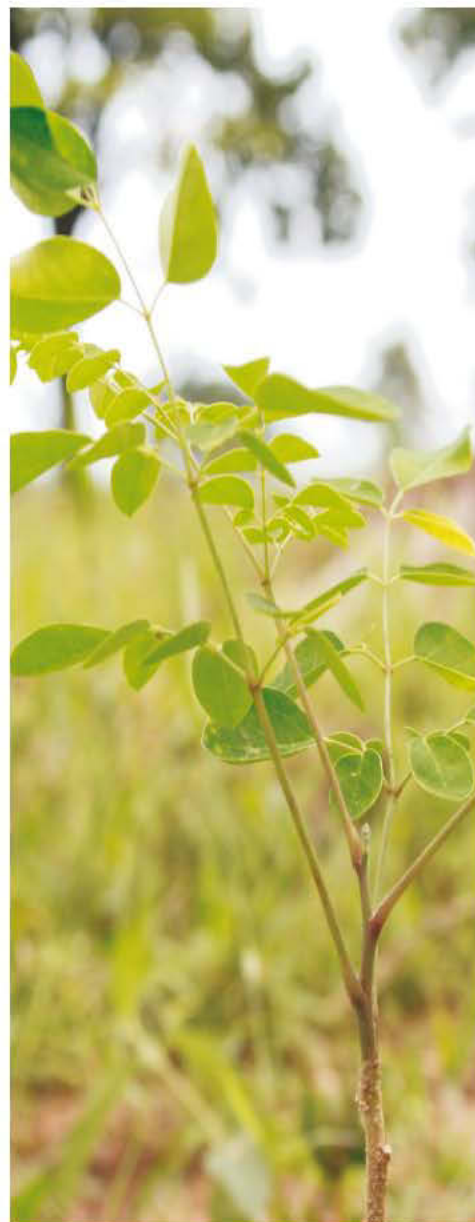
Aboulaye Issifou

«De façon générale, cette formation me sera utile pour poursuivre et développer davantage mon activité agricole en mettant en valeur le système intégré pour une agriculture durable», se félicite-t-il.

Comme Awesso, Aboulaye dispose d'un plan d'affaires qu'il a intitulé

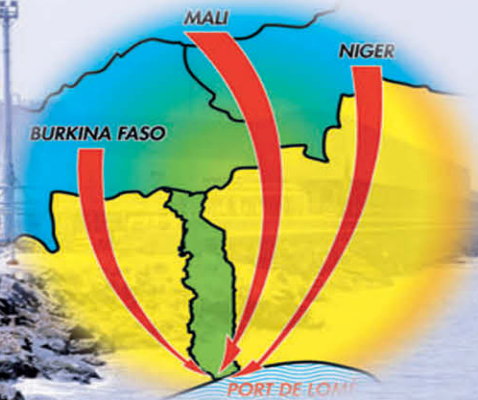
formations similaires au sein de trois centres nationaux à savoir le Centre International de Développement Agropastoral (CIDAP) à Niamtougou, le centre Opportunity Industrializer Center (OIC) basé à Notsè et l'Institut National de Formation Agricole (INFA) de Tové, à Kpalimé. Ces

Un jeune plant de Moringa ▼



PORT AUTONOME DE LOME

La passion de l'Efficacité



- Port en eau profonde de la côte ouest africaine, 14 mètres de profondeur ;
- Des services de manutention très compétitifs assurés par des opérateurs privés ;
- « Solidarité sur la Mer » : un service exceptionnel de convoyage sous escorte des marchandises à destination des pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger).



B.P. : 1225 Lomé - TOGO Tél. : +228 227 47 42 Fax : +228 227 26 27 / 227 02 48 E-mail : togoport@togoport.tg

Site web : www.togoport.tg

Poser les jalons



▲
Séance de travail entre le ministère du Développement à la Base, en charge de l'Emploi des Jeunes et des responsables de la Banque Africaine de Développement dont le Représentant Résident au Togo, Serge Marie N'guessan (chemise bleue, cravate rayée)

Le Togo pourrait bientôt se doter d'une politique nationale se rapportant spécifiquement à l'emploi des jeunes. L'élaboration en cours d'un plan stratégique national avec le soutien de la Banque Africaine de Développement (BAD) devrait en poser les jalons.

« **N**ous sommes enchantés de voir que le gouvernement a pris à bras-le-corps la problématique de l'emploi des jeunes et a lancé déjà plusieurs initiatives pour favoriser l'intégration des jeunes au marché du travail. Mais, ces initiatives doivent continuer et être amplifiées par un plan stratégique national pour que ces initiatives aient plus d'impact», relève Serge Marie N'guessan, le Représentant Résident de la BAD à l'issue d'une mission exploratoire d'experts de son institution début janvier au Togo.

La mission a pu «se rendre compte des difficultés qui entravent le processus d'emploi des jeunes, notamment celles liées à l'adéquation entre le système de formation et le marché du travail, à l'accès au financement, à l'organisation institutionnelle, à la coordination des différentes parties prenantes au processus, mais également aux difficultés liées à la croissance de l'économie et surtout au poids du secteur privé dans l'économie».

«Cette initiative pourrait contribuer suffisamment à la lutte contre le chômage et le sous emploi au Togo dans la

qu'il sera élaboré sur la base d'une analyse situationnelle qui déterminera les obstacles qui freinent l'élan des jeunes vers l'auto emploi. Il a pour finalité d'aider les jeunes à surmonter ces obstacles et de leur offrir des possibilités plus élargies d'obtenir et conserver des emplois décents. Ce projet est également un outil de mobilisation des ressources en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat et des initiatives économiques des jeunes.

Notons par ailleurs que la BAD a déjà inscrit le Togo sur la liste des pays pilotes bénéficiaires de l'initiative afri-



Photo Erick Kaglan

mesure où le plan stratégique qui sera élaboré constituera à la fois un outil de pilotage intégré en matière d'emploi des jeunes et surtout un outil de mobilisation des ressources nécessaires pour financer les actions qui seront inscrites dans ce plan stratégique», se félicite Arime Télata Anala, directeur de l'emploi des jeunes par intérim.

«Ceci devra nous éviter le pilotage à vue et la dispersion des ressources dans des actions isolées et parfois non cohérentes», souligne M. Anala.

Selon lui, le document de stratégie pour l'emploi des jeunes en question présentera un avantage certain du fait

caine en faveur de l'emploi des jeunes.

«C'est une énorme opportunité pour notre pays de mobiliser des ressources», se réjouit M. Anala, ajoutant que «ce projet va permettre d'inscrire l'impact des actions engagées dans le domaine de l'emploi des jeunes dans la durée, en ce sens que la problématique figure en bonne place parmi les axes prioritaires du DSRP II en cours de formulation» ■

E.K.

Comment rédiger son projet (suite)

Les étapes à suivre pour élaborer votre projet d'entreprise sont longues et souvent difficiles. C'est l'occasion de vous armer de courage et de faire montre de persévérance, de ténacité et de volonté de réussir. L'élaboration du projet est l'une des étapes les plus importantes dans la démarche globale de création d'une entreprise. Il s'agit de décrire la vie de votre entreprise telle que vous l'envisagez depuis la conception de l'idée jusqu'à votre bilan de fin d'exercice. Cette description est faite dans un document appelé plan d'affaires ou étude de faisabilité du projet. Le plan d'affaires est donc un document écrit contenant toutes les informations sur votre entreprise et sur vous-même. C'est un excellent outil de gestion et de communication, et un moyen de tester le potentiel réel de votre idée avant même de la mettre en chantier. Votre plan d'affaires, s'il est correctement et convenablement monté, vous permettra de cerner tous les problèmes auxquels vous serez confronté et vous verrez ainsi les points à améliorer ou à abandonner. La rédaction du plan d'affaires doit se faire soigneusement. Il doit être clair, concis, précis, réaliste et réalisable. Le plan d'affaires comprend, outre la table des matières et le résumé, les cinq points suivants, dont les deux premiers ont été abordés dans notre précédente édition.

I - Etude technique du produit

II - Etude de marché

III - Votre mise en marché

IV - Etude financière

V - Analyse et commentaires des principaux outils de gestion

L'entreprise a toujours pour objectifs, de satisfaire un besoin qu'il soit individuel ou collectif, matériel ou immatériel, fabriqué industriellement ou de façon artisanale. Il existe plusieurs types d'entreprise.

- Les entreprises manufacturières ou de production
- Les entreprises commerciales
- Les entreprises de prestation de service.
- Les entreprises agropastorales
- Les entreprises artisanales

1) Les entreprises manufacturières sont des entreprises qui fabriquent, à l'aide de matières premières, des produits finis.

2) Les entreprises commerciales sont des entreprises qui achètent les produits fabriqués, les conditionnent avant de les vendre ou les vendent en l'état.

3) Les entreprises de service sont des entreprises qui ne vendent pas de produits ou marchandises mais rendent des services moyennant un prix (téléphone, fax,...).

4) Les entreprises agropastorales sont des entreprises qui produisent des biens de type agricole.

5) Les entreprises artisanales : certaines entreprises de production ou de service sont considérées comme entreprises artisanales. (Coiffure, couture, plomberie, etc....).

III - VOTRE MISE EN MARCHÉ

C'est l'ensemble des techniques et moyens utilisés pour

vendre un produit, une marchandise ou un service.

Les techniques de la mise en marché sont la publicité, la promotion, les services complémentaires au client, les facilités de paiement etc...

CE QUE VOUS DEVEZ RETENIR

Les produits, les marchandises ou les services ne se vendront bien que s'ils sont de qualité, s'ils répondent aux besoins et aux goûts de la clientèle et s'ils sont bien présentés.

Il faut donc faire des efforts pour faire connaître l'entreprise, et avoir des arguments de vente.

Pour se préparer et aller plus loin dans la réflexion voici quelques actions que l'on peut faire:

- sur le plan des produits, des marchandises, ou des services :

↗ faire des tests auprès de l'entourage ou de clients potentiels en leur présentant les produits ou les services que l'on veut mettre sur le marché.

↗ continuer à étudier ce que proposent les concurrents

↗ comparer les prix, les arguments de vente et de présentation des concurrents

↗ se renseigner sur les coûts de fabrication, les habitudes du métier

↗ rechercher les meilleurs fournisseurs pour les matières premières et les fournitures



Photo Erick Kaglan

☞ chercher comment améliorer la qualité des produits ou des services

- sur le plan de l'emplacement

- ☞ comparer des emplacements différents
- ☞ faire faire différents devis pour les travaux d'amélioration ou d'équipement des locaux
- ☞ faire faire des devis différents pour les machines, l'outillage, les mobiliers que l'on pense acheter. Demander aux fournisseurs les avantages qu'ils peuvent proposer ; ne pas hésiter à les mettre en concurrence
- ☞ se renseigner sur les réseaux de distribution utilisés par les fournisseurs ;
- ☞ et les comparer.

- sur le plan du marché

- ☞ observer auprès des concurrents les personnes qui achètent des produits, des marchandises ou des services similaires à ceux que l'on veut mettre sur le marché.
- ☞ ne pas hésiter à les questionner pour mieux connaître leurs habitudes d'achat, leurs goûts, leurs critiques
- ☞ interroger les concurrents sur leur clientèle, sur leur volume de vente annuel
- ☞ interroger les fournisseurs sur les volumes de vente de matières premières ou de produits réalisés auprès des entreprises concurrentes
- ☞ évaluer votre capacité à produire en tenant compte :

☞ s'il s'agit de produits : du temps que l'on met à fabriquer une unité

☞ s'il s'agit d'un service : de la durée moyenne requise pour donner ce service

☞ s'il s'agit d'un commerce : des capacités financières à avoir, des marchandises en réserve et des gammes de produits à offrir, mais également de la place dont on dispose pour entreposer ces marchandises.

- sur le plan de la mise en marché :

- ☞ rechercher des moyens simples, variés et peu coûteux de promotion : affichettes, cartes de visite, slogan, nom de l'entreprise, annonces chez des fournisseurs
- ☞ parler de son affaire autour de soi, dans les journaux locaux
- ☞ préparer une manifestation pour l'ouverture de l'entreprise
- ☞ réfléchir aux services à la clientèle que l'on peut proposer

À suivre dans notre prochain numéro:

IV - Etude Financière

V - Analyse et Commentaires des Principaux Outils de Gestion ■

DOSSIER 2

DEVELOPPEMENT A LA BASE

Activités Génératrices de Revenus

Les tomates de l'intégration italo-togolaise 44

Microfinance

Le microcrédit garanti 48

"Nous avons été encouragés par les actions du ministère
du développement à la base": TOGO TELECOM 50

"Notre but est d'intégrer tous les togolais aux services financiers
et de leur permettre de sortir de la pauvreté": FUCEC-TOGO 52

Projet de Développement Communautaire

Retenus in extremis 54

La "Wangari Maathai" de Pagouda 58

"Le PDC est un instrument efficace de réduction de
la pauvreté": La Coordinatrice du PDC 62

PSMICO

A l'abri! 64

Protection rapprochée 70

"Lomé change... 'Le Togo' ne pouvait résister": Pascal Bodjona 72

Plateformes Multifonctionnelles

Ouf! 76

Plantes à Racines et Tubercules

A vos maniocs! 80

Les tomates de l'intégration italo-togolaise

A Dapaong, région des Savanes, au Nord-Togo, se développe une extraordinaire dynamique d'intégration à partir de la culture de la tomate. Une intégration culturelle ou culturelle, serait-on tenté de dire, mais elle est avant tout économique, en ce sens qu'elle permet aux jeunes filles déscolarisées du milieu de se faire une place au soleil. A l'origine de cette dynamique, une fondation italienne, la "Fondazione Milano per Expo 2015" qui, avec la facilitation et l'accompagnement du gouvernement togolais, ambitionne de sortir la culture de la tomate au Togo des sentiers battus : Difficultés pour les paysans du milieu de conserver, transformer, conditionner et commercialiser leur tomate, faute d'organisation et d'appui technique suffisants... La tomate, cultivée en contre-saison, est pourtant l'une des plus importantes cultures dans cette région où la subsistance de presque toutes les familles dépend de l'agriculture ; d'où l'implantation du projet Jeunes Filles Pour Agro, J.F.P.A. Déjà, un label : Tomatogo, produit, conditionné sur place et présenté bientôt au prochain Expo 2015, qui aura lieu dans la ville de Milan, en Italie.





Des membres de la Fondation italienne Expo 2015 et quelques Togolais dans une plantation de tomate à Dapaong

Le projet, selon ses responsables, vise l'intégration économique des jeunes filles déscolarisées à travers la transformation de la tomate et d'autres produits agricoles de la région des Savanes.

«Les enquêtes effectuées sur le terrain nous ont permis de remarquer que la tomate constitue la principale culture de contre-saison de la région des Savanes. Seulement, la grande production est souvent gaspillée en fin de saison, faute de moyens de conditionnement et de conservation. C'est pour mettre un terme à cette situation que la "Fondazione Milano per Expo 2015" s'est fixée pour objectif d'appuyer la création d'un débouché durable pour la production régionale de tomate, à travers la transformation de cette denrée en produits commercialisables au Togo et dans le reste de la

sous-région», explique Marco Galligani, ingénieur agronome italien et chef du projet.

«L'économie togolaise est essentiellement basée sur le secteur agricole et, dans une moindre mesure, sur le tertiaire, avec une absence quasi-totale du secteur industriel, exception faite pour une poignée de grandes industries installées au Sud du Togo et dans la Zone Franche ; cette situation est l'une des causes principales du déséquilibre de la balance commerciale du pays et de la constante diminution du pouvoir d'achat des citoyens togolais», fait-il remarquer.

En ce qui concerne la production de la tomate, le projet sensibilise et appuie les producteurs sur les techniques et l'échantillonnage de la production, pour avoir une offre constante de tomate de la fin du mois de septembre jusqu'au mois d'avril. Avec l'appui

technique de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (I.T.R.A.), deux nouvelles variétés de tomate adaptées à la transformation sont entrain d'être testées.

Des formations théoriques et pratiques sur les techniques de transformation, l'hygiène, la qualité et les normes de fabrication sont par ailleurs organisées au profit des bénéficiaires du projet.

«Nous renforçons aussi leurs capacités entrepreneuriales, de gestion des coopératives et les sensibilisons sur les questions de genre. En vue de mettre à leur disposition des instruments pratiques pour bien mener leurs activités. Le projet contribue en outre au financement d'un Centre d'Innovation et de Formation des Femmes (C.I.F.F.) dans la Ville de Dapaong et de sept unités de transformation en zone rurale», indique M. Galligani.

Au total 51 jeunes filles de la localité, dont 12 choisies en milieu urbain et 39 en milieu rural, sont bénéficiaires du projet. Mais ce chiffre pourrait doubler dans les mois à venir, après l'identification de 4 autres coopératives, à en croire le responsable du projet.

«Les jeunes filles bénéficiaires du projet vont participer à deux stages d'alphabétisation fonctionnelle leur permettant de renforcer leurs capacités de communication. Ensuite, grâce au processus d'auto emploi dont elles seront les actrices principales, elles auront accès à des revenus stables leur permettant d'améliorer leurs conditions de vie, aussi bien à un niveau économique que social. Ces revenus vont contribuer à la stabilité économique de leurs familles, ainsi qu'à leur indépendance économique au sein de leur foyer», souligne Marco Galligani.

Selon lui, la présence au sein d'une communauté rurale ou urbaine d'une telle activité économique animée par des autochtones, suscitera l'intérêt des autres membres de la communauté, même dans les domaines autres que celles de la production agricole ou de la transformation semi-industrielle et industrielle de produits agroalimentaires.

«Cela fera émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs qui susciteront in fine l'admiration de leurs communautés et partant de tout le Togo et encourageront les Togolais à consommer les produits de leurs pays», pense-t-il ■

E.K.

En haut

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé (costume gris), visitant le stand du Projet Jeunes Filles pour l'Agro où sont exposées les tomates en conserves "Tomatogo", lors du Forum National du Paysan le 26 février 2011 à Dapaong en compagnie des ministres de l'Agriculture Ewovor et du Développement à la Base Tomégah Dogbé

Ci-contre

Une unité de transformation de tomate installée par le Projet Jeunes Filles pour l'Agro à Dapaong



Photo Erick Kaglan





FUCEC - TOGO



- EPARGNE
- CREDIT
- SYSCOFOP (Tontine)
- PRISE DE FONDS
- CREDIT EPARGNE AVEC EDUCATION
- VIREMENT SALAIRES
- VIREMENT PENSIONS
- MICRO - ASSURANCE
- INTERCAISSES
- CHANGE MANUEL

WESTERN UNION | *yes!*



La Force d'un Réseau

Siège social: Bretelle Bè-Klikamé Attikoumé - BP: 3541 Lomé - Tél.: (228) 221 06 32 / 222 25 74 - Fax: (228) 222 25 70

Le microcrédit



Photo Erick Kagan

Le Directeur Général de FUCEC-Togo échangeant les documents paraphés avec la ministre du Développement à la Base, le 22 décembre dernier

Une convention de partenariat destinée à mettre un fonds de garantie de 200 millions de F CFA à la disposition de deux Institutions de Micro Finance, FUCEC-Togo (Faitière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo) et WAGES (Women and Associations for Gain both Economic and Social), a été signée le 22 décembre dernier à Lomé entre le ministère de Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes et les directeurs généraux desdites IMF.

Les documents de la convention ont été paraphés par Mme Victoire Tomégah Dogbé, en charge du département, Kokoumeh Fédy de la FUCEC-Togo et Nassirou Ramanou de WAGES, en présence du Directeur Général de Togo Télécom, Sam Pétchétiadi Bikassam.

Le coordonnateur du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG), Mensah Agbogbazé et la Responsable du microcrédit au ministère Marie Téley Bénissanh, étaient également présents.

Le fonds de garantie accordé aux deux institutions de micro finance avait été octroyé au ministère du Développe-

ment à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes en avril dernier par l'opérateur principal de téléphonie Togo Télécom, lors de la signature d'une convention de financement de 1,5 milliards de F CFA avec le ministère.

Ce financement qui s'étale sur 5 ans prévoit 300 millions par an, soit 200 millions de fonds de garantie aux IMF pour l'octroi de microcrédit aux groupements et aux jeunes entrepreneurs agricoles et 100 millions de financement direct des activités du PSAEG, un projet initié par le ministère depuis décembre 2008.

Selon les termes de la convention signée avec les IMF, 120 millions de F CFA sont affectés à la FUCEC-Togo et 80 millions de F CFA à WAGES. Ce fonds de garantie devrait leur permettre de mobiliser en tout 1 milliard de microcrédit en faveur des groupements pour le compte de l'année 2012, soit 5 fois le montant du fonds de garantie.

Au cours de la même cérémonie, un financement non remboursable de 20 millions de F CFA a été octroyé au groupement IS SALINTO situé à Kéta-Akoda, préfecture des Lacs, pour financer une partie de son projet d'extraction du sel marin. ■

garanti

“C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole juste après la signature de cette convention. Qu'il me soit permis de dire un grand merci et toutes nos profondes gratitude à son Excellence madame la ministre et au Directeur Général de Togotelecom pour cette occasion qu'elle nous offre pour octroyer plus de crédit à la communauté à la base. Nous tous ici, ne sommes pas sans savoir le travail louable que le ministère du Développement à la Base effectue sur le terrain. Allez et vous constaterez les infrastructures mises en place ; allez et vous verrez les groupements ainsi que l'appui inestimable qu'on leur apporte. Je voudrais vous dire que c'est tout un bonheur pour nous et ce bonheur va se rejaillir sur la communauté à la base. Sur ce, je veux rassurer nos hautes autorités de notre engagement ferme à continuer non seulement à donner du crédit aux bénéficiaires, mais aussi à les accompagner par des formations techniques pour qu'ils puissent réaliser des activités, réaliser des bénéfices et se réaliser eux-mêmes et ainsi améliorer leur situation socio-économique” : Nassirou Ramanou, DG de WAGES, lors de la signature de la convention



Bouffée d'oxygène

140 millions de F CFA, c'est le montant d'un fonds de crédit accordé à la Fédération des Unions des Groupements de Femmes de la Kozah (FUGFK) le 19 novembre dernier à Kara. C'était lors de la signature d'une convention de partenariat avec le ministère du développement à la base, dans le cadre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des

Groupements (PSAEG).

Ce fonds de crédit -- subvention du Chef de l'Etat -- devrait permettre à la FUGFK, qui compte plus de 20.000 adhérents, de monter une mutuelle d'épargne et de crédit afin d'allouer du microcrédit à ses groupements membres pour des Activités Génératrices de Revenus.

COMMENT ACCEDER AU MICROCREDIT ?

Pour être éligibles, les demandes de crédit doivent répondre aux conditions suivantes : (i) Etre un groupement légalement constitué d'au moins 5 membres ; (ii) Exercer une activité génératrice de revenus commune ou non (agriculture, élevage, artisanat, commerce ...) ; (iii) Etre encadré par une ONG retenue par le Ministère (obligatoire pour le projet PRT) ; (iv) Une fois la demande réceptionnée, le comité de crédit mis en place au ministère procède à son étude et présente au groupement demandeur l'esprit du microcrédit, sa gestion et son remboursement ; (v) Après la séance de sensibilisation, les dossiers sont envoyés aux institutions (suivant le type du projet et suivant la zone de production) qui procèdent au financement, suivant leurs procédures.

Sam P. Bikassam

Directeur Général de Togo Telecom

“Nous avons été encouragés par les actions du ministère du Développement à la base”

En avril dernier, l'opérateur principal de téléphonie, Togo Telecom, a octroyé un financement de 1,5 milliards de FCFA au ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'emploi des Jeunes. S'étalant sur cinq ans, ce financement prévoit 300 millions de FCFA par an dont 200 millions de fonds de garantie aux institutions de microfinance (IMF) pour l'octroi de microcrédit aux groupements et aux jeunes entrepreneurs agricoles et 100 millions de financement direct des activités du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements, PSAEG - un projet initié et mis en œuvre par le ministère du Développement à la base. D'ailleurs, la convention de partenariat destinée à mettre une première tranche de 200 millions de FCFA annuels à la disposition des deux plus importantes institutions de microfinance au Togo, FUCEC et WAGES, a été signée le 22 décembre dernier. Dans cette interview, le Directeur Général de Togo Télécom, Sam Pétchétiadi Bikassam, évoque les raisons qui ont motivé son entreprise à débloquer ce fonds. Il convie par ailleurs les bénéficiaires à en faire bon usage.

Chroniques de la Base : Pourquoi un tel financement ?

Sam P. Bikassam : D'abord, en tant qu'entreprise publique et entreprise de droit privé, nous nous devons de contribuer au développement du pays. Il est vrai que notre mission première est de fournir le téléphone et la communication au plus grand nombre de Togolais. Toutefois, nos activités doivent avoir des impacts sur le développement de manière générale. Pour ce faire, nous avons l'obligation de faire des œuvres sociales par ci et par là, d'accompagner des associations etc. Mais aujourd'hui, les en-

jeux mondiaux nous démontrent que c'est la création d'emplois qui contribue à la création de la richesse dans un pays. Nous avons vu à travers les performances réalisées par le ministère du Développement à la Base des réalisations concrètes et encourageantes et nous avons voulu nous aussi accompagner ce ministère pour aider tous les jeunes qui ont des initiatives afin de leur permettre de développer leurs talents et se prendre en charge plutôt que d'attendre d'être recrutés dans une entreprise alors que l'Etat a des capacités limitées en termes d'emploi.



“En tant qu'entreprise publique de droit privé, nous nous devons de contribuer au développement du pays”.

En quoi les jeunes trouvent-ils leur compte ?

Disons que c'est pour combler l'attente permanente d'un plus grand nombre de jeunes qui veulent être aidés. Si nous faisons des aides sociales à court terme, cela n'aide ni les jeunes, ni les gouvernants. Ce qui veut dire qu'il faut que les gens se battent pour leur vie et c'est comme cela qu'ils peuvent contribuer au développement du pays. Nous avons fait l'analyse et nous avons compris que les aides que nous faisons directement aux associations qui venaient en appui à certaines collectivités n'étaient plus suffisantes pour accompagner le développement du pays. Nous avons donc été encouragés par les actions du ministère du Développement à la base et c'est ce qui a motivé notre choix.

Peut-on présumer que votre action donne le ton à d'autres entreprises ?

Oui, d'autres actions devraient suivre. La remarque que nous avons faite est que malgré leur pauvreté, les gens sont créatifs. Ils n'attendent pas grand-chose. Ils attendent juste un appui pour démarrer et améliorer leurs activités. Pas des

montants astronomiques. Et nous devons tous contribuer à cela en tant qu'entreprises.

Aujourd'hui, c'est 1,5 milliards pour 5 ans. Peut-on espérer un financement beaucoup plus important après cette échéance ?

Si les résultats sont performants, nous allons convaincre nos organes de gestion pour revoir l'enveloppe à la hausse, pourquoi pas ?

Un mot à l'endroit de ceux qui vont bénéficier de ce financement.

Ce que je leur demande, c'est qu'ils prennent conscience que ce sont des opportunités qui leur sont offertes et qu'ils doivent savoir en profiter. Quand on a une opportunité, il faut la saisir et non tricher. S'ils ratent cette opportunité, peut-être qu'ils le regretteront toute leur vie car peut-être qu'ils n'en auront plus. C'est pour cela que nous avons été très rigoureux sur la convention en ce qui concerne surtout le choix des groupements ou des entrepreneurs qui vont bénéficier de cette aide ou des retombées de ce programme. C'est important parce que les gens ne doivent pas prendre l'argent juste pour se nourrir, mais pour travailler, s'épanouir et aider les autres membres de leurs communautés ■

Propos recueillis par E.K.

Kokoumeh Fédy

Directeur Général de FUCEC-Togo

“Notre but est d'intégrer tous les togolais aux services financiers et leur permettre de sortir de la pauvreté”

Institution de microfinance exerçant ses activités au Togo depuis environ 42 ans, la Faitière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo, FUCEC-Togo, est un véritable réseau financier disposant de 39 caisses de base démultipliées en points de services -- soit au total 96 représentations de Lomé à Dapaong -- desservant directement un peu plus 500.000 clients, à travers ses différents programmes et produits. En plus de permettre à ses adhérents d'épargner leur économie, la FUCEC propose une mutuelle d'assurance, le transfert d'argent, les changes manuels, ainsi que la domiciliation de salaire. Elle revendique un encours estimé à plus de 60 milliards de F CFA collectés à fin octobre dernier. Des performances qui lui valent la confiance du ministère du Développement à la Base avec qui elle travaille depuis 2009 dans le cadre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements, PSAEG. Intégrer tous les Togolais aux services financiers et leur permettre de sortir de la pauvreté, telle est la mission que s'assigne la FUCEC-Togo, selon son Directeur Général, Kokoumeh Fédy. Lisez plutôt.

Chroniques de la Base : Comment est né le partenariat entre la FUCEC-Togo et le ministère du Développement à la Base ?

Kokoumeh Fédy : Il y a 3 ans, nous avons été sollicités à déposer une proposition pour participer à une sélection. Mais, il faut souligner que nous avons été présélectionnés parmi un certain nombre d'institutions de micro finance de notre pays. Nous avons déposé cette proposition de services. A l'issue de cela, on a été retenu pour délivrer des services de crédit dans le cadre du PSAEG [projet de soutien aux activités économiques des groupements initié par le ministère du développement à la base] dans les régions de la Kara, la région centrale et la région des plateaux. Mais chemin faisant, nous nous sommes vus confiés la région des savanes et une grande partie de la région maritime et Lomé Commune. Donc, si on prend le Togo, dans le cadre du PSAEG, la seule partie de notre pays où on n'intervient pas, c'est la préfecture du Golfe en dehors de Lomé Commune.

Voilà comment nous avons été sélectionnés et nous sommes rentrés en partenariat avec le ministère du Développement à la base.

En quoi est-ce utile, nécessaire, opportun pour les populations de disposer de microcrédit ? Je suppose que c'est l'essence même de votre activité.

L'essence même de notre activité, c'est d'abord intégrer dans le circuit financier un certain nombre de personnes, la majorité d'ailleurs, qui est exclue des services financiers classiques. C'est d'intégrer ces personnes, leur donner accès aux services financiers, notamment le service de crédit et d'épargne. C'est ce à quoi nous voulons parvenir parce que l'une des manifestations de la pauvreté, c'est l'exclusion financière. Il y a beaucoup de gens qui peuvent faire des choses, qui savent faire des choses, mais parce qu'ils n'ont pas de moyens financiers, ils ne peuvent pas exercer les activités qu'ils savent faire et en vivre. Cela fait qu'ils vé-



Photo Erick Kaglan

gètent et sont dans la pauvreté, dans le dénuement. Au Togo aujourd'hui, il y a environ 80% de personnes qui n'ont pas accès aux services financiers. Donc, notre but, c'est intégrer ces personnes aux services financiers et leur permettre d'exercer des activités et de se sortir progressivement de la pauvreté. C'est un énorme défi, mais c'est un défi passionné.

En quoi le microcrédit que vous accordez à ces personnes change-t-il leur quotidien ?

Cela change leur quotidien sur des choses qui peuvent nous paraître aussi banales, mais qui sont des choses fondamentales. Du moment où quelqu'un peut exercer une activité grâce au microcrédit, cela lui permet à lui-même et à ses enfants d'en vivre, de s'assurer au moins les 3 repas du jour. Pour dire les choses plus simplement, cela leur permet de manger, d'avoir de la nourriture sur leur table. Parfois, nous qui avons l'habitude d'avoir la nourriture sur nos tables, nous ne réalisons pas que pour certains, c'est un exercice extrêmement difficile que de rester affamés. Cela fait très mal. L'autre chose est que cela leur permet de se soigner. Ça permet également de scolariser les enfants. Aujourd'hui, nous faisons du petit crédit à l'habitat à ces personnes. Cela leur permet d'avoir leur petite maison et d'y vivre. Bref, cela leur permet d'avoir une certaine dignité humaine.

Quels sont les profils des bénéficiaires de vos crédits ?

Les profils sont aussi variés que vous pouvez l'imaginer. Vous avez la dame qui demande 5.000, 10.000 ou 15.000F pour acheter quelque chose et revendre ; vous avez la dame ou le monsieur qui veut du crédit pour sa petite agricul-

ture... Les profils sont variés et les montants sont très indicatifs. Il y en a qui ont besoin de 5 millions ou de 10 millions. Ceux qui ont aujourd'hui besoin d'un crédit de 10 ou 15 millions ont commencé avec 15.000 ou 20.000 F CFA. Leurs activités prospérant, ils ont prospéré aussi.

Après plus de 42 ans d'activités, quelles sont aujourd'hui vos perspectives ?

Nos perspectives sont des perspectives d'approfondissement de ce que nous sommes en train de faire depuis 42 ans. Nous touchons aujourd'hui un peu plus de 500.000 personnes directement. Mais au Togo il y a plus de 6 millions d'âmes. Faites la différence et vous constaterez qu'il y a encore une marge importante de progression à faire. Nous voulons que la FUCEC, qui est une entreprise coopérative appartenant à ses utilisateurs, soit connue de ses clients afin que le plus grand nombre possible de Togolais adhère à cela. Plus nous serons nombreux, plus l'entreprise s'enracinera plus profondément.

Je peux vous donner un exemple. Si vous allez au Canada et plus précisément dans la province du Québec, ils sont en tout 7 millions là-bas. Mais l'entreprise coopérative d'épargne et de crédit est si implantée que 6 millions de Québécois sont membres ou clients des coopératives d'épargne et de crédit. Notre ambition est d'aller vers ce résultat. On est à 500.000 aujourd'hui. Mais demain on veut aller à 700.000 puis 800.000 puis un million de Togolais qui croient à la coopérative d'épargne et de crédit. Pourquoi pas deux millions ? La deuxième chose que nous voulons en termes de perspectives, c'est d'innover dans nos produits. En 1997, nous avons repris un peu ce que les gens faisaient à l'époque, ce qu'on appelait communément «yes yes», et nous l'avons modernisé. Cela a été une innovation majeure. Notre perspective pour 2012, 2013 en allant, c'est de permettre à tous ceux qui veulent opérer dans le cadre du produit que nous appelons le système de collecte sur place, et que d'autres appellent généralement la tontine, de le faire aisément. Aujourd'hui nous l'avons mis à 100 F CFA et cela a exclu encore certains. Nous sommes en train de travailler fortement sur la technologie pour permettre à tous ceux qui veulent épargner même un franc par jour de le faire. Donc, l'innovation rentre dans les perspectives les plus importantes pour nous.

La dernière perspective, c'est assurer la sécurité de la petite épargne que nous collectons. Pour nous à FUCEC, la sécurité consiste à ce que tu viennes trouver exactement, quand tu le veux, la somme que tu as déposée chez nous ■

Propos recueillis par E.K.

Projet de Développement Communautaire

Retenus in extremis

Alors que la nouvelle saison sèche approche à grands pas avec son lot de contraintes pour l'agriculture dans le septentrion, les jeunes d'Asséré eux, ne sont plus près cependant de vider leur village au profit du phénomène 'Zémidjan' en ville, notamment à Pagouda ou encore à Kara, 50 km plus loin. Ce qui les retient désormais chez eux, c'est bien leur retenue d'eau qu'ils ont réussi à réhabiliter eux-mêmes, à la faveur du Projet de Développement Communautaire -- un coup de pouce pour leurs cultures de contre-saisons.



La retenue d'eau devenue un pôle d'activités pour les habitants d'Asséré

Asséré. Préfecture de la Binah. 50 km au Nord-Est de la ville de Kara. Ce village de paysans se vide souvent de ses bras valides à l'approche de la saison sèche. Destination, Pagouda, à une dizaine de kilomètres au Sud ou encore Kara où la plupart deviennent des conducteurs de taxi-motos 'Zémidjan' ; histoire de gagner de l'argent 'cash', pour subvenir à leurs besoins quotidiens, en attendant le retour de la saison des pluies.

La plupart n'y retourneront pas

cultiver la terre...

«Beaucoup de jeunes sont partis comme ça du village et ne sont plus revenus. Et depuis plusieurs années maintenant, c'est le même phénomène», fait remarquer, triste, Kpatcha Simfétchéou, un ancien du milieu, soulignant que deux de ses fils ont dû le quitter ainsi pour la ville.

Comme nombre de ses camarades jeunes agriculteurs d'Asséré, Komi Patassé, 36 ans, avoue qu'il était également sur le point de grossir le lot des déserteurs de la campagne. Mais aujourd'hui «soulagé», la saison sèche

n'est plus un alibi pour l'exode rural, selon lui.

«La pénurie d'eau était la raison principale du départ massif de nos frères vers la ville, mais désormais, nous avons ce qu'il faut pour rester chez nous. Avec notre retenue d'eau, nous n'avons plus aucune envie de quitter notre village», affirme Komi qui a participé, entre avril et juin dernier, à la réhabilitation d'une retenue, grande de la taille d'un terrain de handball, avec certains de ses camarades jeunes du milieu -- ceci à la faveur du Projet de Développement Communautaire,





Photo Erick Kaghan

▲ Deux jeunes habitants d'Asséré arrosent leur champs

PDC, dont l'un des volets consiste à aménager des retenues, de sorte que les communautés puissent disposer d'eau pour leurs besoins de cultures de contre-saisons, d'utilisation domestique, d'abreuvement des animaux, voire y pratiquer la pêche.

Financé à hauteur de 32,9 millions de dollars US, soit plus de 15 milliards de F CFA par la Banque Mondiale, le PDC est mis en œuvre par le Secrétariat Technique du PDC et les Agences d'Appui aux Initiatives de Base, placés sous la tutelle du Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

Ce programme quinquennal 2008-2013 s'inscrit dans la stratégie de réduction de la pauvreté initiée par le gouvernement togolais en faveur des communautés vulnérables, avec pour objectif de leur fournir un accès amélioré aux infrastructures communautaires et contribuer à l'amélioration de leurs revenus et conditions de vie.

Au total, 31 microprojets sur 39, dont des retenues d'eau et des pistes rurales, ont été réalisés dans le cadre du volet non-forestier de novembre 2010 à octobre 2011 dans plusieurs villages à travers le Togo, pour un montant total de 150 millions de F CFA.

La réalisation de retenues d'eau et la

réhabilitation ou la construction de pistes rurales sont inscrites dans le PDC comme des travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre, HIMO, destinés à assurer une protection sociale aux jeunes des villages pauvres.

«On recrute, de façon temporaire, des hommes et des femmes très pauvres pour leur donner un travail d'intérêt communautaire pour qu'ils gagnent de l'argent et régler leurs problèmes immédiats», explique Piabalo Kamang, point focal HIMO à Kara.

Les travaux HIMO s'adressent à tout jeune âgé de 18 à 35 ans, diplômé ou non, pourvu qu'il soit disponible, mais il peut y avoir des jeunes plus âgés, «pourvu qu'ils soient valides».

«Dans la pratique sur le terrain, on a eu à travailler avec des gens plus âgés», reconnaît-il, soulignant que «les travailleurs sont recrutés pour 6 heures quotidiennement et doivent habiter dans le rayon le plus proche pour éviter qu'ils parcourent de longues distances».

Chaque travailleur gagne 1.350 F CFA par jour et doit systématiquement faire le travail pendant 40 jours ; ce qui lui rapporte à terme 54.000 F CFA.

Komi Patassé et ses camarades ont ainsi pu gagner chacun les 54.000 F avec la réhabilitation de leur retenue, une aubaine

pour lui qui n'a que le niveau CM2. Des semaines de durs labeurs qui lui valent bien cette rémunération au-dessus de la moyenne.

«54.000 F, cela représente beaucoup d'argent pour moi. Ici au village, c'est très rare de gagner cette somme au bout de 40 jours», avoue-t-il, affirmant : «J'ai pu m'acheter de l'engrais et des herbicides pour entretenir mon champ et j'ai même pu acheter les fournitures scolaires de mes deux enfants avant la rentrée».

Comme Komi, Koumbérabalo, 25 ans, un autre jeune d'Asséré, a pu se constituer un fonds de roulement pour faire face aux coûts de production, notamment le labour des champs et l'achat des intrants. Il compte par ailleurs intensifier le maraîchage durant cette période sèche, notamment la culture du piment, de la tomate, du gombo, des épinards et d'autres légumes.

Quant à N'na Wallah, 27 ans, sa participation à la réhabilitation de la retenue s'est révélée très bénéfique pour sa famille.

Mère de deux enfants, N'na a travaillé aux côtés des hommes lors de la construction de la digue en curant la boue et en la transportant dans des cuvettes hors de l'emprise.

«C'était un travail un peu difficile mais en fin de compte, j'ai pu me faire un peu de sous qui m'ont permis d'acheter les fournitures

scolaires de mes enfants et de les soigner à deux ou trois occasions quand ils sont tombés malades», affirme la jeune dame.

«J'ai pu acheter aussi de l'engrais pour mon propre champ de même qu'un stock de maïs pour soutenir mon mari et contribuer aux charges alimentaires de la famille, en période de soudure», ajoute-t-elle.

Mais N'na est également revendeuse de repas au sein de sa communauté et elle peut désormais se frotter les mains.

«Les gens venaient manger un peu de tout chez moi : du macaroni, du riz avec poulet, du gari, du haricot. Mais ils ne payaient pas et ont accumulé des dettes au fil du temps. Mais Dieu merci, certains de mes débiteurs qui ont participé à la réalisation du projet, ont pu rembourser leurs dettes», se réjouit la jeune dame.

Si la réhabilitation de la retenue d'eau offre des avantages considérables aux jeunes d'Asséré, elle ne l'est pas moins pour les femmes du village. Ces dernières s'en servent pour la lessive. Les bœufs y viennent s'abreuver et les artisans du milieu ont désormais de l'eau pour mouler des briques devant servir à la construction des maisons ■

E.K.

Des habitants d'Asséré dont des femmes, participent aux travaux de réhabilitation de leur retenue d'eau



La 'Wangari Maathai' de Pagouda

Disparue fin septembre dernier des suites d'un cancer à l'âge de 71 ans, la Kényane Wangari Maathai, prix Nobel de la paix en 2004 pour son engagement en faveur de l'environnement, continue de séduire plus d'un à travers le monde, notamment au Togo, où un de ses inconditionnels, Rose Boba Balouki, tente de s'approprier son combat à Pagouda, préfecture de la Binah, région de la Kara -- Ceci à la faveur du Projet de Développement Communautaire, PDC, qui prévoit le reboisement d'espaces communautaires. Portrait...



Photo Erick Kaglan

Allure mince mais robuste, taille d'environ 1m75, Rose Boba Balouki est native de Pagouda où elle réside avec sa petite famille. Agée de 41 ans, cette mère de quatre enfants est une passionnée de la nature. C'est d'ailleurs cette passion qui la conduira à travailler avec l'ONG CAP-EJR (Complexe Agro Pastoral Echo des Jeunes Ruraux) spécialisée dans l'environnement dans la Binah. Une structure auprès de laquelle elle acquerra beaucoup d'expérience sur les notions de protection de l'environnement.

«Quand j'étais encore plus jeune, la nature de notre milieu était très jolie. Je me souviens encore, il y a vingt ou trente ans, de toutes ces verdure que l'on pouvait observer pendant une bonne partie de l'année aussi bien sur nos plaines que sur nos montagnes. C'était merveilleux et très attirant. Mais aujourd'hui, c'est un désastre», constate cette férue de la nature, visiblement attristée.

“Il fallait suivre les pas de cette grande dame pour permettre à notre environnement de retrouver sa beauté”. *Rose Boba Balouki*

La verdure qui couvrait la région de Pagouda a progressivement laissé place à un environnement desséché et dépourvu d'arbres. Les quelques-uns qui sont encore debout ont perdu la presque totalité de leur feuillage.

«Les gens ont anarchiquement abattu les arbres ici. Ce qui fait que la nature a perdu de sa beauté», déplore Rose.

D'après ses explications, la pratique qui s'est généralisée à Pagouda consiste à se servir du bois pour préparer du “Tchoucoutou” (une boisson locale à base de mil très prisée) et faire la cuisine.

«On en vend également, même si c'est à très faible échelle», indique-t-elle.



Rose Boba Balouki entretenant quelques jeunes plants mis en terre des semaines plus tôt.

L'autre pratique très répandue, poursuit Rose, consiste à se débarrasser des grands arbres sous prétexte que leur ombre ne favorise pas la culture des ignames, de l'arachide, du sorgho, du vouanjou.

«Les gens se voient donc dans l'obligation d'éliminer les arbres soit par des feux de brousse, soit en les coupant carrément. Finalement, notre environnement s'est desséché au fil des années. Pour moi qui suis éprise de la nature et qui ai vu comment les choses étaient auparavant, cela m'est difficile à supporter. Bref, c'est un drame», affirme la brave dame.

re la vulnérabilité de la population rurale face aux conséquences de dégradation des sols. Le but final étant de restaurer et valoriser les forêts détruites par les populations.

Ce projet a été mis en œuvre dans plusieurs localités du pays dont Pagouda. Compte tenu de ses expériences acquises dans le domaine et surtout de son dévouement pour la cause environnementale, Rose Balouki sera retenue comme chef d'équipe du site de reboisement des terres communautaires de son milieu.

Il ne lui appartenait plus qu'à faire appel à son sens du leadership.

«Dès que j'ai été désignée pour être le chef d'équipe du site de reboisement, j'ai eu des séances de travail avec les acteurs de la communauté. Ce qui nous a permis de recruter des travailleurs. Des listes ont été ouvertes et les jeunes se sont inscrits pour les opérations. L'idée était de permettre que les jeunes aient les mêmes chances dans la communauté en participant aux travaux de reboisement. Depuis lors, de grands espaces ont été reboisés chez nous», se réjouit-elle.

«Nous avons eu des problèmes de pluviométrie ces trois dernières années. Il y a eu moins de pluie. Donc les gens ont pris conscience des effets néfastes du déboisement et ils s'engagent désormais à réparer le tort qu'ils ont causé à la nature», poursuit-elle.

Parallèlement, le projet permet à Rose Balouki de gagner sa vie et de s'occuper de sa famille.

«Avec ce projet, nous avons pu gagner quelque chose pour scolariser nos enfants. D'habitude nous vendons d'abord les récoltes pour avoir de petits

sous afin de scolariser nos enfants, et dans ces conditions, il est souvent difficile de payer les frais de scolarité à temps. Mais avec la mise en œuvre de ce projet, j'ai pu obtenir de l'argent "cash", se réjouit-elle.

Entre autres plants mis en terre, l'on note des tecks, du kayah, de l'albizzia, du dalbergia, du cassia, de l'acacia, de l'anacardier, et du néré.

«La mise en œuvre de ce programme m'a permis d'aller vers la communauté et d'échanger avec elle. Les gens retiendront demain que quelqu'un du nom de Rose, les a encouragés à restaurer leur végétation. Je pense que les gens me voient comme la Wangari Matthai de Pagouda, parce que franchement notre nature était désespérée et il fallait suivre les pas de cette grande dame pour permettre à notre environnement de retrouver sa beauté», affirme Rose.

«Je sens que la communauté est fière de ce qu'on a fait, et qu'il y a un début de changement de comportement», poursuit-elle avant de conclure, confiante que «notre végétation retrouvera sa beauté dans quelques années».

Au titre du volet forestier, plus de 716 hectares de terre communautaires et de forêts d'Etat ont été reboisés par les jeunes des différentes communautés pour la première campagne allant de juin à septembre dernier. Chaque jeune a pu percevoir la somme de 54.000 F CFA au bout de 40 jours d'activités comme c'est le cas pour le volet non-forestier.

Le montant de la rémunération transférée aux jeunes s'élève à 243 millions de F CFA, soit au total environ 395 millions de F CFA investis dans les travaux HIMO (volet non-forestier y compris) avec une participation de plus de 8.500 jeunes sur un total de 25.000 prévus par le projet au bout de trois.

Ce programme triennal démarré en 2011 s'inscrit dans la stratégie de réduction de la pauvreté initiée par le gouvernement togolais en faveur des communautés vulnérables, avec pour objectif de contribuer à l'amélioration de leurs revenus et conditions de vie ■

E.K. / R.D.

Photo Erick Kaglan

◀
*L'un des arbres
qui redonneront
à la végétation de
Pagouda sa verdure*

WAGES

Women and Associations for Gain both Economic and Social

Institution de microfinance

Epargne

Crédit

Formation

Appui Institutionnel

Transfert d'argent

Domiciliation de Salaire

www.wagestogo.org



B.P.1339 Lomé - Togo - Tél. (228) 222 54 71 / 220 13 26 - Fax: (228) 222 78 99

Email: wages@cafe.tg - Convention n° 002-MEF/SG/CAS-IMEC

WAGES, un outil de développement au service de la communauté de base pour la relance économique au Togo

Projet de Développement Communautaire

Yawavi Agboka

Coordinatrice du Projet de Développement Communautaire

“Le PDC est un instrument efficace de réduction de la pauvreté”

Mis en œuvre depuis 2008 avec l'appui de la Banque Mondiale, le Projet de Développement Communautaire (PDC) est l'une des mesures de réduction de la pauvreté adoptées par le gouvernement togolais. Des repas scolaires fournis aux écoliers des régions pauvres du Togo, aux opérations de reboisement et de réhabilitation ou de construction d'infrastructures communautaires, en passant par les Activités Génératrices de Revenus (AGR), *Chroniques de la Base* fait le bilan avec Yawavi Agboka, la coordinatrice dudit projet au Secrétariat Technique du PDC.

Chroniques de la Base : Quel bilan faites-vous du PDC trois ans après son démarrage ?

Yawavi Agboka : Les résultats du PDC sont satisfaisants. En effet pour la sous-composante des microprojets, 570 microprojets sur 395 prévus sont réalisés. En 2011, deux études réalisées ont montré que la qualité technique de ces microprojets est très satisfaisante, que les Activités Génératrices de Revenus financées fonctionnent et présentent des bilans financiers positifs mais qu'il faut intensifier l'encadrement.

Sur le plan de la participation communautaire à la mise en œuvre de ces microprojets, les résultats sont aussi satisfaisants. Les 5% de contribution attendue des communautés bénéficiaires se sont traduits par leur implication effective dans la réalisation des microprojets. Leurs Comités Villageois de Développement (CVD) ont pu, à l'issue des formations reçues jouer un rôle important dans la sélection des entreprises et signer des contrats avec elles. Ils ont pu également ouvrir des comptes et payer les entreprises. Ils ont pu suivre les travaux et mettre en place une comptabilité sommaire pour le suivi financier.

Pour la sous-composante des repas scolaires, 38.654 écoliers répartis dans 182 écoles sont bénéficiaires de cette

opération.

Pour la composante agricole, 13.774 producteurs ont été touchés et ont pu augmenter leur productivité agricole de 0,9t/ha pour le sorgho, 0,8t/ha pour le maïs et 0,3t/ha pour le riz paddy.

Pour la sous-composante de Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre, 8.848 emplois temporaires sont créés touchant des jeunes de 18 à 35 ans dont 38% sont des femmes. L'opération a permis de reboiser 716, 80 hectares de terre et de réhabiliter 35 ouvrages de protection de l'environnement.

En termes de bénéficiaires directs, le projet a touché 191.987 personnes pour les microprojets, 38.654 personnes pour les repas scolaires, 13.774 producteurs agricoles, 8 848 personnes pour le volet HIMO et 4.124 membres de CVD pour les formations.

Quelles sont les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ce projet ?

Les plus importantes difficultés sont rencontrées sur le volet HIMO. Ces difficultés sont dues au fait qu'il s'agit d'une nouvelle opération qui de surcroît est particulièrement difficile et complexe. La complexité tient d'abord au

est en cours de préparation.

Quelles sont les perspectives de ce projet ?

Je dirai qu'il y a un environnement politique rassurant à la fois pour les opérateurs économiques et les partenaires au développement. Il y a également des efforts d'investissement sur les fonds propres de l'Etat. Tout ceci permet d'espérer que les actions du projet en direction des populations pauvres seront renforcées et relayées par d'autres mécanismes complémentaires pour un meilleur développement du pays. D'ailleurs, le gouvernement a négocié auprès de la Banque mondiale, un financement additionnel pour la mise en œuvre d'une deuxième phase du PDC.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier le gouvernement togolais et la Banque Mondiale pour la vision commune qu'ils ont eue en mettant en place le PDC qui est un instrument efficace de réduction de la pauvreté. L'approche du projet a permis l'engagement réel des communautés, l'appropriation par elles des ouvrages réalisés et l'induction d'une dynamique interne de développement de ces communautés.

Propos recueillis par E. K.

fait qu'il faut sélectionner des individus et signer de contrat avec chacun et pour cela, il faut un mécanisme approprié permettant de sélectionner les plus pauvres au sein d'une communauté donnée. La complexité tient également à la production de cartes qui doivent porter non seulement l'identité de la personne mais aussi sa photo et un numéro de compte. Ceci suppose des niveaux de validation des cartes pour qu'elles soient opérationnelles. Ces difficultés tiennent enfin à l'organisation sur les chantiers pour main-

tenir la mobilisation des travailleurs. L'opération est prévue pour deux campagnes agricoles mais le taux de réalisation à ce jour est de 35% pour la main-d'œuvre et 35% pour les superficies reboisées. Le défi est de pouvoir accélérer les travaux pour atteindre les objectifs du projet en juin 2013. Dans le domaine des cantines scolaires, le défi est de proposer un mécanisme de pérennisation de cette opération. Il s'agira d'œuvrer à l'extension de l'opération et à sa pérennisation. A cet effet, une étude de pérennisation

Photo Erick Kaglan

Tableau 1 :

Situation consolidée des microprojets réalisés au 30 novembre 2011

Libellés		RM	RP	RC	RK	RS	Total réalisé	Total Prévu	% de réalisation
Micro projets réalisés	Infrastructures	65	55	48	52	56	276	245	113
	AGR	55	69	35	89	46	294	150	196
	Total	120	124	83	141	102	570	395	145

Tableau 2 :

Bénéficiaires directs du projet au 30 novembre 2011

Bénéficiaires du projet	RM	RP	RC	RK	RS	Total
Bénéficiaires directs des microprojets	41 823	64 457	13 360	26 736	45 611	191 987
Bénéficiaires directs du volet des repas scolaires	9.091	8.979	5.835	6.780	7.969	38.654
Bénéficiaires directs de la composante agricole	1836	4570	2188	3265	1915	13 774
Bénéficiaires directs du volet HIMO	1 511	2 640	963	2 117	1 611	8 848
Nombre de membres de CVD formés	671	1 068	792	1376	217	4 124

Sources :
Rapports des AGAIBs

Abréviations :

RM : Région Maritime
RP : Région des Plateaux
RC : Région Centrale
RK : Région de la Kara
RS : Région des Savanes

PSMICO

A l'abri !

Marchés, magasins de stockage, bâtiments scolaires, latrines, unités de soins périphériques : La liste des infrastructures communautaires réalisées dans le cadre du Projet de Soutien aux Microprojets Communautaires (PSMICO) ne cesse de s'allonger, mettant les communautés ainsi que leurs biens à l'abri des intempéries et des aléas de toutes sortes. Témoignage...

Notre nouveau marché est une première dans le milieu. Cela fait un moment qu'on l'attendait. C'est un trésor pour nous les femmes», s'exclame Victoire Abi, présidente des femmes revendeuses du marché de Sotouboua (environ 290 km au Nord de Lomé), région centrale.

Construit au pied du mont Foukpa, juste à côté de l'ancien en délabrement avancé, le nouveau marché de Sotouboua aux murs beiges coiffés de tôles rouges s'étend sur une superficie de 3,5 hectares ; une «fierté» pour Mme Abi et les autres revendeuses de la localité qui se félicitent de s'être investies et d'avoir apporté leur pierre à sa construction.

«Nous avons puisé de l'eau, fait le remblai et participé activement à presque toutes les étapes de la construction du nouveau marché», affirme-t-elle.

«On s'attendait juste à de petits hangars, pas des hangars aussi grands. Mais finalement, on a eu beaucoup plus que ce qu'on espérait. Et quand la construction tirait à sa fin, nous étions déjà toutes pressées de nous y installer», ajoute-t-elle.

Ce nouveau marché, Victoire Abi et les siens n'ont pas que le sentiment de l'avoir construit de leurs mains, mais d'en avoir avant tout eu l'initiative.

«Nous avons réalisé une vidéo qu'on a soumise au ministère du Développement à la base. Cette vidéo présentait l'état de délabrement déplorable de notre ancien marché. Nous avons ainsi pu convaincre le ministère qui s'est alors engagé à financer sa reconstruction», souligne-t-elle.

D'une enveloppe initiale de 150 millions de FCFA, les travaux de reconstruction de ce marché coûteront finalement la bagatelle de 218 millions de FCFA.

Quatre autres marchés -- notamment de Tabligbo (Yoto), Dagbati (32 millions), Akparé (27 millions) et Solla (environ 27 millions) -- ont reçu en même temps que celui de Sotouboua des financements pour leur reconstruction, à la faveur de la signature à Lomé, les 28 décembre 2010 et 17 février 2011, de conventions de financements avec le ministère du Développement à la base, dans le cadre du PSMICO.

Selon les termes de ces conventions, Tabligbo (165 millions contre 150 millions initialement) et Sotouboua bénéficient chacun d'un nouveau marché comprenant dix hangars, dont un grand modèle, un bloc administratif, un magasin de stockage et une latrine d'une valeur unitaire de 150 millions de Francs CFA. Ceux d'Akparé et Solla sont évalués à 30 millions de F CFA chacun, pendant que celui de



Dagbati est estimé à 33,5 millions de F CFA ; des infrastructures venant compléter la quinzaine de marchés modernes déjà construits dans le cadre du PSMICO depuis septembre 2009 à travers le Togo, notamment à Kpalimé, Vogan, Aného, Anfoin, Mandouri, Bassar (plus de 195 millions de FCFA), Badou (plus de 195 millions de FCFA), Notsè (130 millions), Agoè-Assiyéyè (218 millions) ainsi que la réhabilitation des bâtiments du Groupement Inter-professionnel des Artisans du Togo, GIPATO (170 millions).

«Quand on a annoncé la bonne nouvelle du financement aux femmes, de retour de Lomé, c'était une grande fête, les femmes étaient en joie. Elles étaient venues de tous les cantons de la préfecture. On a organisé des caravanes pour saluer cela parce que c'était un événement pour nous», ajoute Mme Abi.

Réputé pour la vente du maïs, de l'igname, du soja, du haricot et du



Le marché de Sotouboua reconstruit (tôles rouges) en attente d'être réceptionné.

niébé, le marché de Sotouboua est tenu par quelque 1.600 femmes auxquelles s'adjoignent à chaque jour de marché des revendeuses venues de localités voisines comme Tabendè, Tchoidè, Somiéda, Titigbé, Kpendjelsi, Adjengré.

«Notre marché est un grenier pour le Togo au regard de ce que nous vendons ici. Les bonnes femmes viennent de Lomé, d'Anié, de Sokodé, de Kara, de Dapaong et même du Burkina, pour s'approvisionner chez nous ici», revendique pour sa part Amina Nouhoum, une autre responsable des femmes dudit marché, estimant qu'il était «à ce titre important qu'on ait un marché digne de ce nom».

«Nos affaires seront forcément meilleures avec le nouveau marché parce que nos marchandises seront plus en sécurité et ne seront plus à la merci des intempéries», pense Mme Nouhoum.

Faits de hangars de fortune en claies, paille ou tôles rouillées, l'ancien

marché de Sotouboua, un peu comme tous les autres marchés délabrés à travers le pays, sont souvent ravagés par des feux de brousse et «attaqués par de dangereux reptiles».

«Depuis 20 ans, ce sont les mêmes hangars en paille et quelques rares hangars en tôle qu'on avait, dépendant des moyens de tout un chacun. Celles d'entre nous qui avaient des hangars en tôle étaient considérées comme les plus riches commerçantes», affirme-t-elle, ajoutant : «En période sèche, la moindre étincelle suffisait pour faire partir nos appâtâmes et nos marchandises en fumée et lorsque nous rentrons en saison pluvieuse, nous ne savons vraiment où donner de la tête, sans oublier les voleurs qui venaient nous visiter souvent. Les voleurs attendent juste que vous convoyiez vos marchandises au marché la veille pour venir tout ramasser».

«Mais aujourd'hui, nous avons un magasin pour ranger nos marchandises en toute sécurité», dit-elle, con-

fiante, et soulagée, avant de proposer que «chaque femme devrait pouvoir contribuer à hauteur de 500 F ou 1000 F par mois, selon qu'elle occupe une place ou deux, afin d'assurer la maintenance des installations, les tôles, le sol ou l'extension du marché au besoin».

Même sentiment de soulagement à Bougou, (préfecture de Tandjouare, région des Savanes), et Koumté Maison (préfecture de la Kéran, région de la Kara). Ces deux localités, viennent de bénéficier chacune d'un magasin de stockage de céréales devant leur permettre de mettre leurs produits agricoles à l'abri des intempéries.

Les deux ouvrages, pouvant contenir chacun environ 10 tonnes de marchandises (soit 100 sacs de 100kg), ont été réalisés à la demande des groupements féminins des deux localités, toujours dans le cadre du PSMICO pour un coût total de 17



Photo Erick Kaglan

Les élèves de l'EPP Hamavou quitteront bientôt leurs classes en toit de paille pour leur nouveau bâtiment scolaire moderne à peine construit (au fond de la cour)

millions de F CFA.

«Nous allons désormais pouvoir mieux conserver nos céréales contre les intempéries, afin de mieux les commercialiser et augmenter nos revenus», se réjouit Lankoab Laré, présidente du groupement de veuves «Lantigle» à Bougou.

«La pluie était notre plus grand souci, et chaque fois que le ciel s'assombrissait, nous commencions à nous inquiéter pour nos récoltes. Mais maintenant, nous sommes plus rassurées avec le magasin», souligne Mme Laré.

«Nous sommes convaincus que c'est à travers des actions de ce genre, réalisées à moindre coût, mais qui ont un impact réel sur les revenus des femmes, que nous contribuerons progressivement à améliorer les conditions de vie des populations rurales», estime Victoire Tomégah Dogbé, la ministre du développement à la base.

Un peu plus au Sud, à Hamavou, village voisin de Bétoé dans la préfec-

“Personne mieux que ces enfants ne peut vous dire le calvaire que c'est d'étudier sous ces toits en paille. Quand il y a des nuages dans le ciel, on ne fait plus cours”.

ture de l'Ogou, 70 km à l'Est d'Atakpamé, région des plateaux, un nouveau bâtiment scolaire de trois grandes classes suscite déjà l'excellence et l'assiduité chez certains élèves, dégoûtés du coup de leurs conditions d'étude sous les appâtâmes en paille, à en croire Moussa Sédou, le directeur de cet établissement de 246 élèves, dont 95 filles.

«Vu que tous ne pourraient pas intégrer le nouveau bâtiment en raison de leur effectif, nous leur avons dit que seuls ceux qui travailleraient bien au premier trimestre auraient la chance d'y trouver une place, mais les paresseux, eux continueraient d'étudier sous les appâtâmes. Du coup, nous les avons sentis plus assidus et plus moti-

Moussa Sédou, Directeur de l'EPP Hamavou (Ogou) vés», estime M. Sédou qui croit avoir compris le désir de ses élèves de s'extraire de sous les pailles.

«Personne mieux que ces enfants ne peut vous dire le calvaire que c'est d'étudier sous ces toits en paille ; sauf nous qui sommes leurs enseignants et bien sûr aussi ceux qui ont une fois étudié dans ces conditions», pense-t-il.

«Quand il y a des nuages dans le ciel, on ne fait plus de cours. Toutes les activités pédagogiques sont stoppées. Quand il pleut la nuit, nous venons retrouver nos appâtâmes tout mouillés le lendemain, de même que les bancs de fortune et le sol. Même le toit goutte», affirme le directeur.

«Le vent décoiffe souvent les toits



Photo Erick Kaglan

Une Unité de Soins Périphérique (USP) nouvellement construite à Dzatikpo (Zio) dans le cadre du PSMICO

en paille, pendant que les élèves sont encore en classe», ajoute-t-il, faisant remarquer : «Vous imaginez quel danger cela représente pour eux ?».

Cette situation est l'une des causes de la déperdition scolaire dans la plupart des villages où les conditions d'étude sont similaires et où l'hostilité des parents à la scolarisation de leurs enfants est très prononcée.

L'école primaire publique de Hamavou, elle, a enregistré au total 30 abandons au cours de l'année scolaire dernière 2010-2011.

«Vu que les intempéries forcent les enfants à quitter l'école ou à rester souvent à la maison, les parents préfèrent les avoir plutôt dans les champs, surtout lors des saisons pluvieuses parce qu'ils sont sûrs que, là-bas au moins, leurs enfants leur seront utiles», explique M. Sedou.

Abel Kona, 6 ans, en classe de CP2 avoue combien il lui était difficile de voir ce qui était écrit au tableau, lorsque le soleil y projette ses lueurs à travers le toit de paille, rendant illisible

ce qui y est écrit. Il piaffait déjà d'impatience lorsque le bâtiment était en construction.

«Nous étions en vacances quand le bâtiment était encore en construction et je priais que les vacances finissent vite», confie-t-il le petit Abel.

Abla Danou, 11 ans, élève au CM2, quand à elle, priait que l'intégration de leur nouveau bâtiment ne fût pas repoussée à l'année prochaine, elle qui ne voulait pas avoir à quitter cette école à l'obtention de son certificat d'études du premier degré à la fin de l'année, sans avoir «goûté» au nouveau bâtiment. Mais pour Abla, c'est un sentiment mitigé.

«Mon souhait, c'est d'étudier dans la nouvelle classe où je pourrai apprendre mieux. Mais si on ne nous autorise pas à y aller avant la fin de l'année, je serai au moins soulagée d'avoir réussi à mon CEPD qui m'ouvrira les portes du collège à Ountivou où il y a un bâtiment comme celui en construction chez nous», nous avouait-elle en novembre dernier lors-

que les travaux étaient toujours en cours.

Seulement, Ountivou est à au moins 5 km de sa maison, distance qu'elle devra parcourir tous les jours, deux fois en aller-retour -- ce qui la décourage un peu tout de même.

L'anecdote de l'étude de texte à Hamavou

«Les épreuves d'étude de texte demandent qu'on copie tout le texte de l'épreuve ainsi que les questions au tableau et les y garder jusqu'à la correction. Mais, comme les tableaux que nous utilisons actuellement sont assez petits, nous sommes obligés de nettoyer le texte après l'avoir copié pour mettre les questions au tableau ; et donc, lors de la correction, les élèves perdent souvent le fil et ont de mauvaises notes», explique Komlan Sossou, l'enseignant des classes de CM1 et CM2.

«En principe, le texte doit rester au tableau pour que les enfants puissent répondre aux questions. De mêm-

me, quand on dessine un croquis ou une carte, il faut les laisser sur le tableau pendant 3 jours au moins et ne l'effacer que lorsque les élèves auront fini de dessiner», souligne l'enseignant de 26 ans.

En dépit des conditions d'étude difficiles, l'école primaire publique de Hamavou a enregistré des résultats relativement satisfaisants ces dernières années au CEPD.

«De 2008 à 2011, notre établissement a toujours obtenu 100%», affirme son directeur, soufflant leur secret : «On fait de notre mieux en maximisant les heures de cours supplémentaires pour rattraper les heures perdues».

«Mais nous pensons que les résultats seront meilleurs avec le nouveau bâtiment à la fin de l'année académique 2011-2012», lance-t-il, soulignant : «Et cela, nous le devons aux femmes de Bétoé (village voisin) qui ont pris sur elles de mener les démarches auprès du ministère du développement à la base pour la construction de ces nouvelles salles de classe».

Évalué à 21 millions de F CFA, le nouveau bâtiment est équipé de tables bancs. Des salles de classes ont été également construites au lycée de la commune de Kouma, (Kloto) toujours dans le cadre du PSMICO pour un montant de 25 millions de F CFA (latrines y compris).

Comme perspectives, 12 nouvelles localités devront bénéficier en 2012 d'infrastructures sociocommunautaires pour un coût global de 270 millions de F CFA à la suite de la signature le 19 janvier dernier de conventions de financement avec le ministère du Développement à la base. Il s'agit de Tchiéglé (région des Savanes), Pya-Laou, Landa, Atchonta (dans la Kara), Tindjassé, Atchintse (Centrale), Okougnohou, Avétonou, Agou-Gare (Plateaux), Vokoutimé, Gapé-Avélibé et Adétikopé (Maritime).

Ajoutons que le PSMICO a permis de réaliser à ce jour 18 microprojets, dont 6 marchés préfectoraux, et créer près de 2000 emplois pour un montant cumulé de plus de 1,3 milliards de F CFA financés entièrement par le gouvernement togolais ■

E.K.

Photo Erick Kaghan



Komi K. Agagah,
Directeur du
Développement
Communautaire

Comment bénéficier d'infrastructures communautaires?

“**P**our que les communautés soient éligibles, il faut qu'elles montrent suffisamment leur mobilisation autour du projet avant la signature du protocole de financement.

La mobilisation se concrétise par l'apport des communautés en gravier, sable, eau, et par la main-d'œuvre volontaire, représentant souvent 5% du financement global.

Nous insistons sur cet aspect parce que dans le passé, il s'est posé ce problème dans la réalisation des projets, notamment le puisage de l'eau. Les communautés promettent avant la signature de la convention de financement de fournir tout cela, mais dès que le projet démarre, elles se rebiffent. Et cela agit sur la réalisation financière du projet. Il faut aller trouver un autre financement ailleurs pour acheter du gravier, du sable etc. afin de poursuivre le projet qu'on ne peut d'ailleurs pas arrêter à mi-chemin. Et cela fait traîner les travaux. Ce qui fait que même quand on s'engage à réaliser l'ouvrage dans 6 mois, les travaux n'aboutissent qu'au bout de 8 mois, un an, voir au delà.

L'autre problème, c'est qu'en respectant les taux de rémunération de la

main-d'œuvre en vigueur, vous arrivez dans une communauté où les gens montent les enchères, estimant que c'est un projet du gouvernement et qu'ils doivent, du coup, gagner plus. Exemple d'un maçon qui doit gagner 2000 F par jour. Quand vous lui expliquez cela, il demande à être rémunéré au taux de 2500 F voire 3000 F par jour, arguant que c'est un projet du gouvernement et que c'est plutôt vous qui aviez un quelconque intérêt à lui payer moins que ce qu'il exige. Et quand on ne se comprend pas, ils abandonnent le chantier.

C'est pour toutes ces raisons que nous insistons désormais sur le fait que les communautés montrent suffisamment leur engagement dès le départ; ce qui est le plus souvent un gage pour une meilleure réalisation des travaux et une meilleure appropriation de l'ouvrage après sa réception.

C'est aussi pour toutes ces raisons que nous intensifions la sensibilisation et la communication autour de la participation des communautés avant la réalisation des ouvrages dont ils souhaitent elles-mêmes disposer. Et cette sensibilisation se fait déjà lors des études de faisabilité devant aboutir à l'approbation des requêtes introduites par les communautés” ■



Vigilance – Travail – Discipline



Vigilance – Travail – Discipline

Transitaires, Transporteurs, Importateurs, Exportateurs et autres Opérateurs Economiques

Du nouveau dans le traitement des marchandises en transit :

**Le SYSTEME DE SUIVI ELECTRONIQUE DES
MARCHANDISES (SSE)** est désormais opérationnel au Togo.

Avec ce nouveau système de géolocalisation basé sur les
nouvelles technologies de l'information et de la
communication,

- **Fini l'escorte douanière physique des camions,**
- **Fini les pertes de temps préjudiciables au transport
des marchandises en transit.**

Pour plus d'informations, contactez la Direction Générale des Douanes au
22-23-00-00 ou au **22-23-00-42.**

Protection rapprochée

Très sceptiques au départ quant à l'annonce des autorités de leur construire un marché 'new look', les revendeuses de Hanoukopé jouissent pleinement depuis quelques mois de leur nouveau joyau, situé juste à côté de leurs anciens hangars de fortune qui n'ont pas résisté aux travaux de reconstruction en cours dans la capitale. Les déplacer vers un cadre plus sûr, plus sécurisé, tout en les maintenant sur place pour leur clientèle, s'imposait.

« **A**u départ, certains d'entre nous étaient très révoltés lorsqu'on nous demandait de quitter nos anciennes installations, le temps de la construction d'un nouveau marché pour nous. Nous étions révoltées parce qu'on n'y croyait pas. Mais aujourd'hui, c'est avec une réelle satisfaction que nous sommes ici. Chacun a retrouvé sa place et tout se passe bien », laisse entendre Akouvi Fambo, présidente des revendeuses du nouveau marché de Hanoukopé.

« Vous pouvez le constater par vous-mêmes. Nos nouvelles installations sont propres, nous sommes à l'abri des intempéries et nous ne nous faisons plus chauffer par le soleil. De nouveaux hangars nous abritent, Dieu merci et nous espérons que cela va contribuer à faire avancer nos activités. En tout cas, pour nous femmes de ce marché, c'est déjà un grand soulagement », se réjouit Mme Fambo.

Installée sous un hangar à l'entrée Sud du nouveau marché, cette revendeuse d'ignames en gros de 60 ans n'a pas oublié les moments difficiles qu'elle a vécus lorsqu'elle vendait encore dans l'ancien marché.

« Lorsque nous étions dans nos anciennes installations, les choses ne nous étaient pas du tout faciles. Je vendais mes ignames à même le sol, au soleil, sous la pluie. Tout vendeur d'igname vous dira que ce sont les deux conditions qu'il redoute le plus car le soleil et la pluie font pourrir nos ignames. Ce qui ne nous avantagerait évidemment pas », rappelle



Mme Fambo.

Quelques mètres plus loin, se trouve Eya, revendeuse de divers condiments. À côté d'elle, Abla, revendeuse de boîtes de conserve et Da Mablé, qui vend des céréales ainsi que du sucre et du tapioca.

« Quoique le ticket nous coûte 150 FCFA par jour, nous sommes tranquilles, notre environnement est propre. Reste à prier que le pouvoir d'achat des Togolais augmente afin que nous puissions vendre un peu plus », souhaite Eya.

« Je ne suis pas maçon, mais il faut reconnaître que le nouveau marché a été bien construit. Chacun a sa place et tout se passe bien », renchérit Abla.



Et à une troisième revendeuse d'ajouter que la construction du nouveau marché leur évite certains problèmes de place qui surgissaient auparavant et qui pourrissaient l'atmosphère entre certaines revendeuses du marché.

Même satisfaction du côté des revendeuses de légumes et de tomate fraîche. Au temps de l'ancien marché, certaines d'entre elles étalaient leurs marchandises sur de petites bâches ou à même le sol, obligeant parfois les clients très attachés aux règles d'hygiène à aller acheter ailleurs. Mais aujourd'hui, les données ont changé.

«Lorsque nous avons eu l'autorisation de nous installer dans le nouveau marché, je me suis achetée des tables toutes neuves. C'est sur elles que j'étale désormais mes marchan-

dises. Tout est propre et bien évidemment, ça attire les clients», indique une vendeuse de tomates et d'aubergine.

Pour mémoire, le marché de Hanoukoupé est l'un des plus célèbres de la capitale togolaise. La construction d'installations modernes, à quelques mètres des anciens hangars de fortune était inévitable, en raison des travaux de reconstruction de la ville, explique le gouvernement.

D'une valeur totale de 600 millions de FCFA, le nouveau marché de Hanoukoupé comprend 28 hangars (1500 places en tout), 5 boutiques, 1 bloc sanitaire, 1 grande cour et un forage ■

R.D.

Pascal Bodjona

Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, Porte-parole du gouvernement

“Lomé change... ‘Le Togo’ ne pouvait résister”

Construit sur une superficie comparable à trois terrains de football, juste à côté de l'ancien rasé et emporté par les travaux de reconstruction de la ville de Lomé, le nouveau marché de Hanoukopé (du nom du quartier), communément appelé ‘Le Togo’, fait la fierté de ses bénéficiaires, comme rapporté dans le reportage précédent. C'est le fruit d'une action concertée entre les bénéficiaires et les ministères de l'Administration territoriale, du Commerce, du Développement à la base et des Finances. « Lomé change. Le marché ‘Le Togo’ ne pouvait résister », pense Pascal Bodjona, ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, Porte-parole du gouvernement.

Chroniques de la Base : Quelle était l'urgence de la construction d'un nouveau marché à Hanoukopé ?

Pascal Bodjona : La construction du nouveau marché de Hanoukopé répondait à cette vision du Chef de l'Etat de doter les femmes de l'ancien marché communément appelé "marché le Togo", de nouvelles installations ; ceci dans le cadre de la politique de reconstruction de notre pays. Justement, dans le cadre de l'exécution des grands travaux dans la ville de Lomé, une route devait emporter l'ancien marché "le Togo" et les femmes devaient elles-mêmes trouver une solution. Le Président de la République a instruit le gouvernement notamment le ministère du Développement à la Base, celui du Commerce ainsi que celui de l'Administration territoriale de recevoir les femmes et de prendre en compte leurs préoccupations. C'est en exécution de cette volonté du Chef de l'Etat qu'il a été procédé à la construction de ce marché à la grande satisfaction des femmes. Autrement dit, Lomé change, 'Le Togo' ne pouvait résister. Donc, au stage où nous l'avons inauguré, il s'agissait d'un double sentiment, celui d'une satisfaction d'avoir contribué avec les autres collègues à mettre cet équipement marchand à la disposition de nos mères et de nos sœurs. Ensuite, il s'agit d'un sentiment de devoir accompli parce qu'il appartient au gouvernement, lorsque les besoins se font sentir, de les prendre en considération. Mais il faut surtout saluer la

vision du Chef de l'Etat parce que ce marché a été construit avec une importante somme dans un contexte de rareté de ressources.

En quoi la construction de ce marché devrait améliorer les revenus des femmes revendeuses ?

Nous savons bien qu'aujourd'hui, nos femmes, sœurs et mères des différents marchés ont les mêmes préoccupations. Ce qui importe, c'est de pouvoir apporter un plus dans l'amélioration de leurs conditions de vie. Vous savez, les femmes qui vendaient au marché "le Togo" tiraient des revenus qui nourrissent des milliers de Togolais. Donc la politique du Chef de l'Etat qui a consisté à mettre en place un ministère dédié au développement à la base en prenant en compte les groupements, les populations rurales, mais aussi les préoccupations de nos sœurs des milieux urbains, répond parfaitement à cette volonté de faire en sorte qu'au finish, nous puissions aider à l'amélioration des conditions de vie de nos populations. La réduction de la pauvreté passe aussi par cette volonté des gouvernants à aider les populations à pouvoir accroître leurs revenus. Vous savez que l'ancien marché "le Togo" recevait tout ce qui venait en termes de tubercules, de céréales ; bref le commerce y était florissant. Mais, vous conviendrez avec moi que les conditions dans lesquelles les femmes exerçaient ce commerce, sous



Photo Erick Kaglan

des hangars de fortune, ne répondaient pas vraiment à l'image d'un marché qui, à lui seul, pouvait nourrir presque le tiers de toute la population de la capitale. Donc au-delà du fait que la route à construire passait par là, la vision qui a amené le Chef de l'Etat à doter les femmes de nouvelles installations répond donc à cette vaste vision nationale de faire chaque jour un peu plus dans tous les secteurs, notamment au niveau des producteurs agricoles, au niveau de nos mères dans les marchés et au niveau même des groupements pour que les femmes puissent sortir de la pauvreté par le biais des mécanismes d'octroi d'équipements, de construction des marchés dans les préfectures et dans les cantons, mais aussi la micro finance.

Le nouveau marché est construit juste à côté de l'ancien. Un peu pour dire que Hanoukopé devrait conserver son originalité et sa clientèle ?

Il fallait choisir l'option de construire le marché un peu loin. Mais, cela n'allait plus donner le caractère originel que le marché "le Togo" avait. De Hanoukopé, on ne pouvait pas déplacer ce marché plus loin sur 15 ou 20 kilomètres de Lomé. Le terrain qui était disponible était un terrain urbain mais qui avait une difficulté parce qu'il n'était pas approprié. Il fallait faire des travaux de terrassement. Cela a nécessité beaucoup de temps et beaucoup de moyens, mais au finish, nous avons un résultat satisfaisant. Les travaux vont se poursuivre avec la construction d'un magasin pour aider les femmes qui vendent les tubercules et autres denrées à pouvoir les conserver en fin de journée. Ce marché a coûté près de 600 millions de F CFA ; c'est quand même important. Je crois bien que c'est une initiative à saluer. Cela a été possible grâce au ministère des finances avec toute la transparence

“Nos femmes, sœurs et mères ont les mêmes préoccupations. Ce qui importe, c'est de pouvoir apporter un plus dans l'amélioration de leurs conditions de vie.”

requis par rapport à la nouvelle structure de gestion des marchés publics et nous, nous ne sommes venus qu'en appui pour réceptionner et remettre les clés à la mairie de Lomé qui aura la gestion de cet équipement. Tout compte fait, il s'agit d'un important investissement et nous ne le regrettons pas, parce qu'aujourd'hui, c'est l'entière satisfaction pour les femmes de se sentir dans un cadre rénové, de se sentir dans des conditions beaucoup plus aisées pouvant leur permettre d'exercer leur commerce, de se sentir dans un cadre plus sain puisque les conditions d'hygiène n'étaient pas réunies dans l'ancien marché. Aujourd'hui, c'est une satisfaction partagée quand on voit comment ces femmes se sont organisées pour témoigner leur gratitude au Chef de l'Etat. Je veux juste souhaiter que le crédit qui est désormais le nôtre avec notre élection au Conseil de Sécurité de l'ONU puisse encourager nos partenaires à nous accompagner dans le développement du Togo à travers des actions de ce genre. ■

Propos recueillis par E.K.



INFO A CHAUD SERVIE SERVIE BIEN FRAICHE

republicoftogo.com



BANQUE POPULAIRE
POUR L'ÉPARGNE ET LE CRÉDIT



... ENSEMBLE POUR CONSTRUIRE !

23, Av. Kleber DADJO EX. AVENUE DE LA NOUVELLE MARCHÉ
Tél. : + 228 221 20 47 / 221 04 60 / 221 24 68 - Fax. : + 228 221 85 83
SWIFT : BPECTGTG - E-mail : bpec@bpec.tg / Site : www.bpec.tg

Plateformes multifonctionnelles

Ouf !

Atakpamé. Région des Plateaux. Zone de forte production agricole... Environ 175 km au Nord de Lomé.

70 km plus à l'Est, le village de Bétoé, situé dans la préfecture de l'Ogou, à quelques encablures de la frontière avec le Bénin.

Tout le long de la piste, quelque peu cahoteuse, bordée d'herbes géantes, qui mène à ce village, des femmes font des navettes, à pied, dans les deux sens, le pagne noué à la taille, fagot de bois ou bassine sur la tête. Direction le champ ou encore le marigot le plus proche - souvent situé à des kilomètres - pour aller chercher de l'eau.

A mi-chemin, une route bitumée indique Akparè, un village à l'allure plutôt dynamique avec des infrastructures plus modernes: un marché qui s'anime à quelques dizaines de mètres d'une école où des élèves, en uniforme kaki, jouent à l'heure de la récréation.

Un peu plus loin, le barrage de Nangbéto (sur le fleuve Mono), un immense complexe hydroélectrique avec ses piliers de hautes tensions, son terre-plein, un pont au dessus duquel l'on peut contempler au passage de fabuleuses chutes d'eau à des profondeurs abyssales... Mais surtout la rete-

nue de Nangbéto qui s'étend à perte de vue. Cette usine fournit une grande partie de l'énergie électrique au Togo et au Bénin.

Seulement voilà, c'est le contraste à l'autre bout de cette immense structure : l'on y retrouve la piste rurale cahoteuse, les herbes géantes, la vie pay-

“Ces machines nous soulagent beaucoup depuis leur installation dans notre village. Nous ne faisons plus de longues distances pour moudre le maïs”.

Kodzenou Enyowouke, habitante de Bétoé

sanne, les vieilles habitations traditionnelles en terre battue coiffées de paille ou de tôles vieilles et par-dessus tout, l'obscurité, si l'on en vient à voyager de nuit.

Visiblement, l'énergie générée par le fleuve Mono ne semble pas profiter à ses riverains et de façon générale aux villages environnants dont Bétoé, une vingtaine de quelques kilomètres plus loin.

Bétoé est réputé être un village essentiellement agricole où l'on cultive un peu de tout : maïs, riz, palmiers à huile, manioc, arachide. En revanche,

la transformation de ces produits, comme un peu partout au Togo, s'opère de façon laborieuse avec des outils artisanaux rudimentaires nécessitant des efforts physiques surhumains.

En dépit de sa relative importance production agricole, Bétoé est considéré comme l'une des localités les plus vulnérables du Togo, faute pour ses vaillants habitants de pouvoir transformer convenablement leurs produits agricoles et de pouvoir les commercialiser. En témoignent les résultats de l'étude ayant permis de démarrer en





Une habitante de Bété tournant la manivelle d'un moteur pour démarrer la plateforme multifonctionnelle

Avril 2010 la phase pilote du projet «Plateformes Multifonctionnelles» piloté par le ministère du développement à la base.

Le projet «Plateformes Multifonctionnelles» est inspiré de l'expérience réussie du Burkina Faso qui a déjà réalisé des centaines de ces structures décentralisées d'énergie constituées d'un moteur diesel entraînant divers modules de transformation de produits agricoles notamment des moulins, des décortiqueuses, des malaxieuses, des concasseuses, des égreneuses, des presses à huiles etc., selon les besoins des communautés.

Ces machines sont conçues pour se substituer à la force motrice des habitants dans les zones rurales afin d'alléger leurs corvées quotidiennes, de renforcer l'autonomie financière des femmes et de générer des emplois au niveau local. Elles sont équipées d'un alternateur fournissant de l'éner-

gie pour l'électrification des villages et pour des opérations de soudure, d'aiguillage, de menuiserie, de charges de batteries de voitures et de portables, etc.

an avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD.

Une étude réalisée au dernier trimestre 2011 a permis d'élaborer un

“Pour moudre le maïs, nous allons à Ountivou, (5 km) ou à Kpekplémé, (11 km) où il y a souvent de longues files d'attente. On y passait même la nuit”.

Kodzenou Enyowouke

Les villages identifiés au cours de l'étude pour la phase pilote du projet d'installation de ces machines au Togo sont situés dans les préfectures de Zio, Vo, Ogou, Blitta, Sotouboua, Tchamba, Kozah, Binah, Assoli, Kéran, Tône et Tandjouare, soit au total 25 villages et autant de plateformes en cours d'installation depuis bientôt un

document national Plateformes Multifonctionnelles qui prévoit l'implantation de 1000 plateformes dans huit ans.

«Ces machines nous soulagent beaucoup depuis leur installation dans notre village», témoigne Kodzenou Enyowouke, 40 ans. Cette mère de sept enfants vivant à Bété avoue ne

plus faire de longues distances pour moudre son maïs depuis début avril, date de leur installation.

«Il y avait un vieux moulin dans notre village mais qui ne fonctionne plus depuis 2010 et donc pour moudre le maïs, nous allions à Ountivou, (5 km) ou à Kpekplémé, (11 km) où il y a souvent de longues files d'attente», raconte Kodzenou.

«On y passait même la nuit très souvent, juste pour moudre un ou deux bols de maïs, surtout lorsqu'on se

des habitants de cette communauté d'environ mille habitants dont l'activité principale est la culture des palmiers à huile et la transformation des noix de palme.

Pour Ablewa, 40 ans, et les siens, la transformation des noix de palme est désormais plus qu'un jeu d'enfant.

Autrefois, elle se réveillait chaque matin, de très bonne heure, «déjà autour de 3 heures», et cuisait des noix à l'aide de grosses marmites noires. Elle les en retirait quelques minutes

passait des jours à s'en remettre», se souvient Adzoa Lébé, 50 ans.

«Et puis, c'était tellement laborieux qu'on passait des heures à concasser un petit panier de noix qu'on revendait contre pas grand-chose», ajoute-t-elle.

Aujourd'hui, toutes ces pratiques rudimentaires sont bien un lointain souvenir pour Adzoa.

«Aujourd'hui, plus question de concasser manuellement des noix. Désormais, nous prenons juste ce panier rempli de noix que nous allons verser dans la machine. Et le tour est joué», se réjouit-elle.

«Du coup, nos revenus augmentent ! Et nous sommes très contentes», s'exclame Adzoa.

Elle se lève et esquisse quelques pas de danse sur un chant de réjouissance improvisé.

Sa camarade, Aku Adedzogbe, une veuve de 60 ans, exulte de concert avec elle, en prenant appui sur une canne.

«Quel est ce bonheur qui nous arrive !», chantent-elles en boucle.

«Nous moulons désormais le maïs, nous concassons les noix, nous râpons le manioc et nous aiguisons nos hoes grâce à nos nouvelles machines. C'est un grand soulagement pour nous les veuves», se réjouit Aku.

Mais au-delà des réactions de soulagement que l'on enregistre ça et là avec l'installation des premières

Même enceintes, les femmes étaient contraintes de piler des noix de palme, donnant lieu à des complications ou à des décès quelques fois.

rend à Kpekplémé. On n'en revenait que le lendemain», renchérit Sodonoubo Loloshi, environ 55 ans, ajoutant : «Nos maris se fâchaient souvent lorsque nous découchions».

Sodonoubo explique qu'elle était souvent obligée d'aller moudre ses céréales à 11 km de chez elle parce qu'on y moud mieux qu'à Ountivou, plus proche.

«Si vous voulez avoir de la bonne farine pour faire de la bonne pâte à votre mari, vous êtes obligés de faire ce sacrifice», pense-t-elle.

«Mais aujourd'hui, ce sont les autres qui viennent moudre chez nous parce que c'est notre machine qui moud mieux désormais», revient à charge Kodzenou, affirmant que «quelques curieuses femmes quittent même Kpekplémé pour venir chez nous».

Tenues par les femmes membres de groupements, les plateformes se présentent comme un véritable instrument de développement au sein des communautés qui en sont déjà bénéficiaires.

Un peu plus au Sud à Gapé-Dzatikpo (Zio), environ 80 km au Nord-Ouest de Lomé, la plateforme multifonctionnelle révolutionne la vie

plus tard, les étalait et ensuite commençait à piler de toutes ses forces pendant de longues heures, durant toute la journée, à l'aide d'un mortier et un pilon dont le bout se fendait très souvent.

«Même enceintes, les femmes de son village étaient contraintes de faire cela, donnant lieu à des complications ou à des décès quelques fois», se rappelle-t-elle.

De retour des champs, d'autres femmes du village étaient obligées de concasser une à une des noix de palme

“C’était tellement laborieux qu’on passait des heures à concasser un petit panier de noix. Nous concassons si souvent qu’on se blessait souvent les doigts et même les yeux”.

Adzoa Lébé, habitante de Gapé-Dzatikpo (Zio)

-- devant servir à produire l'huile de noix de palme -- dans l'espoir de les vendre à 10 ou à 25 francs le bol pour prendre soin de leurs enfants.

«Nous concassons si bien qu'on se blessait souvent les doigts et même les yeux parce que les coques de noix nous sautaient souvent dans l'œil et on

plateformes multifonctionnelles, leur rentabilité reste soumise au coût relativement élevé du carburant et à la capacité des groupements à rechercher des solutions innovantes pour relever le défi.

E.K.

Communiqué

Nous vous parlons de nous...

Diamond Bank

Constituée le 20 Décembre 1990 et cotée à la Bourse de Lagos puis sur le marché professionnel des valeurs mobilières de la Bourse de Londres, notre banque est devenue en quelques années une banque internationale.



Au cours des années Diamond Bank a pu accroître sa base d'actifs et conserver ses relations d'affaires clés. L'accent a été mis sur le développement et l'innovation.

Aujourd'hui, nous sommes fiers d'être devenus un joyau dans le bouquet des banques commerciales.

Des valeurs humaines fortes ;

Une structure équilibrée.

Institution de service orientée vers le client, l'environnement physique dans lequel nous travaillons reste le constituant principal de notre système de valeurs.

Dans une culture d'excellence, nous cherchons à sculpter l'image d'un acteur prépondérant dans le processus de création de la richesse nationale.

Banque commerciale offrant une gamme complète de produits et services bancaires, Diamond Bank est organisée pour servir de façon optimale ses clients dans les différents segments du marché.

Dans une pensée toujours novatrice, une compréhension claire des besoins de chacun de nos clients, nous garantissons des solutions créatives et personnalisées.

Notre objectif est d'établir des relations solides et durables tout en répondant aux exigences les plus diversifiées de nos clients.

**C'est naturellement que Diamond Bank Togo s'inscrit dans la pure lignée de la maison mère.
Dans une vision commune de professionnalisme, de performance et de qualité.**

Diamond Bank
Nigeria ♦ Benin ♦ Togo ♦ Senegal ♦ Cote D'Ivoire

3519, Boulevard du 13 Janvier
BP: 3925 Lomé
Tél: +228-22-53-10-01, +228-22-53-10-02, +228-22-53-10-03
Fax: +228-22-53-10-05

www.diamondbank.com

Plantes à Racines et Tubercules

A vos maniocs !

*Du manioc séché*

C'est parti pour la campagne d'achat de manioc. Les producteurs pourront se frotter les mains. Ils pourront revendre environ 25.000 tonnes de leurs produits à la Société Sino Togolaise, SINTO, jusqu'en mars cette année, dans le cadre de la mise en œuvre du projet Plantes à Racines et Tubercules, PRT, piloté depuis 2009 par le ministère du développement à la base.

Démarrée le 9 décembre dernier, la nouvelle campagne s'adresse à plus de 500 groupements de producteurs des régions Maritime, Plateaux, Centrale et Kara qui pourront revendre leur manioc séché au prix de 55 F le kilogramme. Ce qui pourrait leur rapporter près de 3 milliards de F CFA au bout de la campagne, selon les estimations. Pas facile en revanche pour eux de fournir du manioc séché exigé cette année par la SINTO, surtout que le séchage des tubercules reste soumis aux intempéries et aléas de toutes sortes...

Pour rappel, ces groupements sont encouragés, en amont, dans la production de manioc. Ils reçoivent des microcrédits auprès des institutions bancaires partenaires du ministère, notamment la Banque Populaire pour l'Épargne et le Crédit, BPEC, et la Banque Régionale de Solidarité,

BRS-Togo, leur permettant d'optimiser leurs rendements.

De la nécessité d'encourager et de moderniser la transformation

Hormis les 25.000 tonnes de manioc séché à revendre à la SINTO cette année, les producteurs devront trouver d'autres débouchés pour écouler leurs produits ou aller vers la transformation du manioc frais en gari (farine) et en "tapioca", afin de rendre leurs activités plus rentables.

Une étude de faisabilité de développement de la filière "Gari" et "Tapioca" réalisée tout récemment a permis d'identifier et de sélectionner un groupement dynamique de femmes transformatrices de manioc dans chacune des régions productrices pour démarrer une phase pilote de transformation avec des unités modernes en vue de faire de cette activité une activité industrielle à grande échelle. Les zones à forte concentration de groupements PRT, notamment les préfectures de Zio, Haho, Blitta et Assoli seront donc les premières à bénéficier de ces infrastructures.

Dans le cadre de la modernisation de cette filière, il est prévu une visite d'échange au Ghana au profit des responsables des groupements bénéficiaires - visite destinée à permettre aux femmes de se familiariser avec les tech-

niques modernes de transformation. Elles n'utiliseront plus le bois. La cuisson se fera désormais avec du gaz.

«Il s'agit de la création d'une chaîne de valeur autour du manioc en vue de la relance de l'économie locale», indique André Pantom, le nouveau coordonnateur du projet PRT.

«Le marché étant disponible à travers une importante demande de gari et de tapioca dans la sous-région et vers le Gabon (Zone CEMAC) et l'Europe, des partenariats ont été développés avec deux institutions spécialisées relevant du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, notamment l'Institut Technique de Recherche Agronomique (ITRA), et de l'Agence Nationale de la Sécurité Alimentaire du Togo (ANSAT) qui apportent respectivement leur expertise sur le plan normes et qualité et sur les opportunités de commercialisation des dérivés du manioc», souligne M. Pantom.

La mise en place de ces unités de transformation devrait permettre de créer environ une centaine d'emplois au profit des femmes des localités ciblées contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté dans le monde rural togolais ■

E.K.

La transformation artisanale du manioc en “gari” et en “tapioca” (comme illustrée ici), devrait bientôt faire place à des unités de transformation plus modernes fonctionnant avec du gaz.





S.A.L.T.

**Société Aéroportuaire
de Lomé Tokoin**

AEROPORT INTERNATIONAL GNASSINGBE EYADEMA

BP: 10112 Lomé - Tél: (228) 22 23 60 60 / 61 fax: (228) 22 26 88 95

E-mail: salt@cafe.tg - www.lome.aeroport.tg

***POUR PLUS DE CONFORT, DE SECURITE ET
DE CONVIVIALITE, VOTRE FUTURE AEROGARE.***



Sté. Togolaise de HANDLING
Tél: (228) 22 26 34 60
Fax: (228) 22 26 34 25

AERO TRANSPORTS SA. CA
14 BP: 12 - Tél: (228) 22 26 62 46
Fax: (228) 22 23 62 47

SERVAIR TOGO
14 BP: 12 - Tél: (228) 22 26 45 62
Fax: (228) 22 26 45 61



AIRFRANCE 

Air France
aux côtés
des Togolais
depuis 65 ans.

★ JETC Europe

AIRFRANCE KLM

Tel.: 22 23 23 23
www.airfrance.tg

vous accompagne
au quotidien

avec



Offres personnalisées



Programme de fidélisation

HELIM
L'INTERNET HAUT DÉBIT PAR TOGO TELECOM



La conférence à distance

EMÉKO!
La facture en ligne



Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOË NYIVÉ
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOWE
Face Eglise d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOMÉ
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom AMANI SANTOS
Carrefour Fréau Jardin
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITÔ
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDARYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEMO
Dans le bâtiment de l'UTE
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

Service client : 112
Dérangement : 119

Direction Générale : Place de la Réconciliation (Qt Atchanté) B.P. 333 Lomé - TOGO
Tél : (228) 22 53 44 01/(228) 22 21 44 01 Fax : (228) 22 21 03 73 Email : contact@togotelecom.tg